Vol 17 # 22 • Du 29 Novembre au 5 Décembre 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

OUVERTURE MALHONNÊTE DE LA FRONTIÈRE



Voir page 4

Des individus bien armés ont été débarqués sur la frontière haitiano-dominicaine à Ouanaminthe et l'ont tout bonnement ouvert



CARICOM

NON AU BINUH! NON À LA CARICOM!





Voir page 4

Nous, nous disons Non au Binuh, Non à la Caricom ! Non à toutes les puissances impérialistes et à leurs laquais de la classe politique moribonde!









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Seul le peuple peut gagner cette bataille !

Par Berthony Dupont

Des propositions se sont succédées. Des accords ont été signés promettant une quelconque sortie de crise. Pourtant, aucune lueur de changement n'est à l'horizon. Jamais le pays n'a été si abandonné et au bord de l'abîme. Pas un geste, pas une initiative concrète qui aurait pu laisser entrevoir une possibilité d'espoir. Au contraire, en guise d'une amélioration, la situation s'empire.

Conditionnée, manipulée ou aux ordres, la classe politique haïtienne en complicité avec ses patrons internationaux, ne fait qu'exploiter la crise multidimensionnelle pour renforcer l'asservissement colonial. Tout en semant la discorde, organisant des complots, mais sans perdre leur boussole, ils continuent à détruire méthodiquement les droits des travailleurs et l'espoir des jeunes à avoir une vie décente.

Dans l'histoire du pays, on n'a jamais vu un gouvernement si impopulaire que celui de l'actuel Premier ministre Ariel Henry. On n'a jamais vu un gouvernement aussi illégitime, anticonstitutionnel, minoritaire, discrédité, rejeté, mais également aussi insouciant à poursuivre sa gouvernance réactionnaire, avec une telle aisance de paix, de facilité d'action et sans aucune inquiétude.

On ne peut qu'être effaré devant l'ampleur de ce phénomène, ce d'autant que ces représentants notoires de la classe politique, au mépris de toute logique, continuent leur sale besogne qui consiste à sauvegarder de façon durable les intérêts de la bourgeoisie haïtienne. Bien entendu, leur démarche est frappée du sceau de la classe sociale qu'ils représentent. Cette politique démasque clairement le gouffre séparant les masses en souffrance de ces charlatans qui imposent leur domination économique, politique et idéologique au pays.

C'est vraiment regrettable, à la fois écœurant et scandaleux, voire une injure, mais c'est l'approche classique de l'arrogance de toute bourgeoisie, surtout celle capitaliste de reformer l'Etat à son profit tout en exploitant, humiliant les masses opprimées. Cette position de classe ne peut donc mieux s'exprimer. A ce stade, quelle doit être alors l'attitude du mouvement populaire dans son ensemble à l'égard des initiatives de cette classe politique alliée naturelle des puissances impérialistes ?

Qu'on ne vienne pas nous dire que le peuple n'est pas encore prêt. Que les travailleurs, les paysans, les jeunes ne sont pas préparés à affronter leur ennemi de classe. Ce discours néfaste, défaitiste vient des faux progressistes, jouant double jeu. Ceux qui refusent d'organiser les masses mais qui sont toujours présents dans toutes sortes de conciliabules, d'accords, de négociations, de propositions avec la bourgeoisie destinés d'ailleurs à accentuer l'affaiblissement de la lutte populaire.

Il est évident que si le problème est de classe, la solution doit être également de classe. L'histoire vient de nous montrer une fois de plus que les masses populaires haïtiennes, grâce à leur génie et à leur esprit combatif hors du commun peuvent faire des merveilles. Elles sont prêtes à consentir les plus grands sacrifices à fin de sortir de leur nuit pour forger leur propre avenir. La résistance tenue dans la construction du canal sur la rivière Massacre jusqu'à forcer le gouvernement de facto et la classe politique marionnette de l'impérialisme à adhérer même timidement ou hypocritement au projet illustre une défaite des fossoyeurs de la nation.

C'est l'exemple d'un combat glorieux d'une portée historique aux dimensions éclatantes. Les masses imposent leur volonté, leurs aspirations et sont prêtes à se sacrifier pour les tenir. Ce peuple est prêt à défendre sa cause, ses intérêts. L'essentiel, il doit se mettre en action de sorte qu'il soit acteur de sa propre révolution, de sa propre émancipation comme il est acteur de son propre Canal dans la plaine du Maribaroux à Ouanaminthe. Le choix impératif est de se battre au lieu de s'apitoyer sur son sort ; de combattre plutôt que de s'accommoder de l'inacceptable ; de résister, de mobiliser plutôt que d'attendre la faveur d'autrui.

Le mot d'ordre : le canal ne s'arrêtera pas ! KPK Kanal la Pap Kanpe !, n'est pas juste un slogan de circonstance. Mais c'est le slogan de l'heure. C'est le cri de ralliement exprimant la volonté révolutionnaire d'un peuple face à la rhétorique raciste et colonialiste de la classe dominante de la République dominicaine.

Seul le peuple pouvait gagner cette bataille. D'une pierre, il a fait deux coups. Grâce à la solidarité agissante venue de partout et surtout de la diaspora, il a fait reculer le Président dominicain Luis Abinader, et a résolument fait avorter toutes les manœuvres du gouvernement haïtien et sa clique d'affairistes, vendeurs de patrie. Il n'est pas nécessaire de recourir à la psychanalyse pour décoder la victoire des paysans du Maribaroux sinon de tout le peuple en général. Cette démarche explique que la force du mouvement populaire ne réside que dans un projet collectif.

Cet exemple d'unité nationale exprimé à travers ce projet national, est une condition nécessaire à la construction d'une nouvelle société unie autour d'un mot d'ordre de résistance populaire généralisée.

Avec une telle conscience politique affirmée et confirmée, la reconstruction du Palais National ne pourrait plus constituer un obstacle. Une telle conscience collective pourrait constituer le vivant symbole de la future révolution haïtienne pour la libération nationale du pays.

Un mouvement ouvert à tous les patriotes conscients et conséquents où le peuple joue le rôle de dirigeant dans une alliance solide : ouvriers, paysans, patriotes, intellectuels, travailleurs révolutionnaires dont les intérêts de classe coïncident. La situation ne sera, certes pas facile, mais elle peut se retourner rapidement car le peuple est présent et exprime chaque jour sa volonté d'ouvrir la voie du combat. Il suffit de lui octroyer un cadre organisé.

Il n'y a pas d'autre issue, que le peuple se mette en action ! Vu la nature de l'impérialisme et les classes bourgeoises haïtiennes, seul le peuple par une lutte constante peut exiger et imposer le changement. Le seul héros est le peuple haïtien ! Tout le pouvoir au peuple !

Les mangroves peuvent protéger Haïti du chaos climatique. Elles sont en voie de disparitions !



Tulien Elucien pêche au filet dans la mangrove de Haut-Fourneau.

Par Jusly Felix*

Haïti a ratifié la Convention sur la diversité biologique en 1996, qui oblige le pays à protéger et à gérer ses zones naturelles, y compris les forêts de mangroves. Mais les militants écologistes disent que le gouvernement n'a pas tenu son engagement – ce qui pourrait être catastrophique pour les communautés côtières.

HAUT-FOURNEAU, HAÏTI — Tulien Elucien passe ses journées dans la mangrove du Haut-Fourneau, l'une des zones les plus au nord-ouest d'Haïti. Il pêche seul à l'aide d'hameçons et de ficelles et vend sa prise quotidienne au marché. Tulien pêche depuis l'âge de 12 ans et maintenant, à 45 ans, il utilise ses compétences pour prendre soin de sa famille. « Une fois à l'intérieur des arbres la nourriture des enfants est assurée », explique ce père de trois enfants.



Les pêcheurs récupèrent leurs prises dans la mangrove de Haut-Fourneau

Tulien dit que les mangroves lui rappellent de nombreux souvenirs, de son apprentissage de la pêche et des fois où il s'y est réfugié pour se protéger contre de mauvais temps. Ces mangroves sont non seulement une bouée de sauvetage pour les pêcheurs et un endroit tranquille où les familles peuvent se rassembler et profiter de la côte nord-ouest d'Haïti, elles sont également des boucliers biologiques cruciaux qui forment une barrière naturelle contre les inondations, les tempêtes, les cyclones et les tsunamis.

Tulien gagne généralement entre 1 500 et 2 000 gourdes haïtiennes (10 à 13 dollars des États-Unis) par poisson, mais affirme que ses moyens de subsistance et ceux qui vivent dans ces zones côtières sont menacés par ceux qui coupent les mangroves pour le charbon de bois, une pratique qui ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation du ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural.

Haïti figure parmi les pays qui ont ratifié la Convention sur la diversité biologique en 1996, un traité multilatéral signé par 196 nations qui se sont engagées pour le développement durable. En vertu de cette convention, Haïti doit mieux gérer ses ressources et ses espaces naturels, y compris les mangroves. Mais les militants écologistes affirment que le gouvernement n'a pas toujours respecté son engagement.

Dans une étude récente sur les enjeux menaçant les mangroves, réalisée par des étudiants de l'École Technique d'Agriculture et de Gestion de l'Environnement (ETAGE), une école de gestion environnementale, la déforestation et les déchets sont apparus comme des préoccupations majeures.

L'école fait partie d'une coopérative de Port-de-Paix appelée Association pour l'Agriculture Biologique et l'Économie Locale (AGRIBEL). Selon Locéan Saintil, technicien agricole de la coopérative, trop de gens déversent leurs déchets dans les mangroves. « Les mangroves doivent être libres de déchets – cela les détruira », dit Locéan, ajoutant que l'océan amène également dans les mangroves beaucoup de déchets qui se restent ensuite piégés entre les racines des arbres. Selon un article de 2021 de Gabriel Grimsditch, responsable de la gestion des programmes à l'Unité des écosystèmes marins et côtiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement, « les sacs en plastique et les déchets recouvrent les racines et les couches de sédiments », ce qui « peut priver les mangroves d'oxygène ; et peut nuire aux animaux marins. »

Locéan dit que trop de gens ne sont pas conscients du rôle environnemental crucial que jouent les mangroves.

« Face au changement climatique, la mangrove est une barrière contre les tempêtes et la montée des eaux, » explique Locéan. « Si elle venait à disparaître, les habitants seraient directement exposés à la pression des vents et de la mer. »

Les efforts visant à décourager les gens de couper la mangrove pour le charbon de bois ont amélioré la situation, mais la pratique se poursuit. La direction départementale du ministère de l'environnement a organisé une campagne de sensibilisation en 2016, dans le but de rédiger un arrêté municipal qui déclarerait la zone de mangrove du Haut-Fourneau une zone protégée. Cet objectif n'a pas été atteint, ce que certains imputent aux changements de structures politiques en Haïti et à un changement de priorités, selon l'ingénieur agronome Owell Theock, agronome et coordinateur de la campagne. « Nous ne pouvons rien faire sans l'accompagnement étatique, » dit-il, réitérant la nécessité d'une aide pour limiter l'activité humaine dans les mangroves.

Theock dit que la campagne de sensibilisation de trois mois a impliqué 30 agents de sensibilisation, qui ont organisé des ateliers avec des enseignants, des étudiants et des pêcheurs sur l'importance des mangroves, la plantation et la récolte des graines de mangrove et la mise en place d'une pépinière. Le directeur départemental du ministère de l'environnement, Luckner Noël, n'était pas disponible pour commentaire.

Auparavant, Michelet Doreste coupait des palétuviers pour les revendre en charbon de bois, mais gagne désormais sa vie en pêchant dans les eaux de cette importante zone écologique.

« Pour moi couper la mangrove n'est pas dans notre avantage », dit Doreste. « C'est une protection pour nous contre les cyclones. » Doreste admet qu'il ne gagne pas autant d'argent avec la pêche, mais dit que c'est un changement nécessaire car les vies humaines dépendent des mangroves.





Les déchets s'accumulent dans les mangroves de Haut-Fourneau, tandis que les jeunes arbres de la mangrove poussent dans la pépinière d'AGRIBEL. JUSLY FELIX, GPJ HAÏTI



Le gendre de Tulien Elucien, Marc Evens Joseph, rame un canoë au-dessus d'une zone détruite des mangroves de Haut-Fourneau.

Mais la pêche peut aussi menacer les mangroves ; la pêche au crabe, par exemple, contribue à la destruction des mangroves car les pêcheurs doivent déterrer les arbres pour atteindre les crabes, ce qui peut endommager les racines. « Cela entraîne une perte complète de la plante », explique Theock.

Les membres d'AGRIBEL envisagent de travailler avec les pêcheurs pour s'assurer qu'ils disposent du matériel adéquat pour pêcher en mer, afin de les dissuader de pêcher dans les mangroves. Locéan affirme que la ligne de pêche utilisée dans les mangroves ne résisterait pas à la pêche en mer. « La mangrove est le lieu où les poissons venant de la mer se réfugient pour se reproduire », explique Locéan. « Ils pondent leurs œufs dans la mangrove et laissent les petits poissons se nourrir et grandir jusqu'à ce qu'ils soient assez forts pour retourner en pleine mer. Le fait qu'ils soient capturés avant de retourner en mer empêche la mer d'être fertile.

La coopérative a installé une pépinière de palétuviers dans la zone de Haut-Fourneau et travaille sur un projet d'introduction de l'apiculture dans la région, qui contribuera à la pollinisation des palétuviers ainsi qu'à la production de miel. Alors que Tulien a assisté aux ateliers pour en savoir plus sur la conservation des mangroves et décourage ses voisins et amis de couper les mangroves, il doit encore pêcher pour nourrir sa famille. « Après une partie de pêche les gens doivent avoir beaucoup d'argent pour m'acheter des poissons » , se vante Tulien , « parce que j'attrape de très gros poissons. »

***Jusly Felix est journaliste à Global Press Journal en Haïti. Global Press**

Non au Binuh ! Non à la Caricom !

Par Marie Laurette Numa

Dans le cadre des négociations initiées par la communauté internationale dans le cadre de la soi-disant crise haïtienne, le Groupe de personnalités éminentes (Gpe) de la Communauté des Caraïbes (Caricom) vient de proposer aux acteurs de la classe politique entre autres des représentants de la déclaration conjointe de Kingston, le premier ministre de facto Ariel Henry de l'accord du 21 décembre, et de ceux des signataires du consensus national pour une transition inclusive, un gouvernement dont la durée de mandat ne dépassera pas 18 mois.

Le gouvernement proposé ne serait pas un remplacement de l'actuel. Cela signifie Ariel ne sera pas remplacé comme le souhaite certains protagonistes de la crise. Il restera en poste en tant que Premier ministre du Conseil de Transition de 7 membres qui va fonctionner avec les prérogatives de président de la République.

En guise de révoquer le laquais, la Caricom sans doute en accord avec le Core Group et le Bureau Intégré des Nations unies en Haïti (Binuh) préfèrent prolonger son mandat. Tout en profitant de monter un pouvoir de collaboration de classe afin de combattre les masses populaires.

En fait le Binuh et la Caricom sont sur la même longueur d'onde car il n'y aurait pas une nouvelle transition mais bien un renforcement du Premier ministre encadré par des présidents symboliques jouant le rôle de marionnette des puissances impérialistes.

Notre position face à cette mascarade de gouvernement est de continuer à le dénoncer ainsi que ses sponsors de la Communauté internationale.

Nous, nous disons Non au Binuh, Non à la Caricom ! Non à toutes les puissances impérialistes et à leurs laquais de la classe politique moribonde!



Rencontre des membres de la Caricom avec le Premier ministre Ariel Henry



La cheffe du BINUH Maria Isabel Salvador et la marionnette de Premier ministre Ariel Henry

Ouverture malhonnête de la frontière



Les barrières de la frontière refermées

Par Isabelle L. Papillon

Un incident grave a été enregistré le matin du mardi 28 novembre 2023 sur la frontière haitiano dominicaine, précisément dans la partie haïtienne quand un groupe de bandits se déclarant commerçants et investisseurs accompagnés d'un grand nombre d'hommes armés jusqu'aux dents débarquent sur la frontière et l'ont catégoriquement ouvert.

Pour accomplir leur forfaiture, ils ont justement occupé la barrière et l'ont ouverte grandement au public. Un tel geste montre l'insouciance de certains fossoyeurs de la Nation au moment où le peuple essaie de rapatrier notre souveraineté et de notre dignité.

Selon le Nouvelliste, le samedi 4 novembre, les autorités haïtiennes, après une entente avec leurs homologues dominicains, avaient annoncé pour le mercredi 8 novembre 2023 l'ouverture de la frontière haïtienne aux commerçants et entrepreneurs haïtiens en vue de leur permettre de récupérer leurs marchandises qui sont toujours bloquées au marché binational de Dajabón avait fait savoir le délégué départemental, Moïse Charles Pierre « Nous donnons à nouveau 2 jours aux entrepreneurs et aux commerçants haïtiens pour récupérer les marchandises stockées au marché binational de Dajabón en République ». Mais, il n'y a jamais eu de projet pour une ouverture définitive.

Le signal a été, certes donné depuis la semaine dernière quand des transporteurs faisant le trajet Dajabon-Ouanaminthe dans une conférence de presse indiquait que leurs véhicules sont bloqués sur le territoire voisin et ils doivent payer quotidiennement un prix exorbitant pour le garage de leur véhicule. Ces chauffeurs avaient sollicité une trêve de sorte que la frontière soit ouverte pour qu'ils récupèrent uniquement leur véhicule.

L'un des individus à la tête de cette forfaiture du 28 novembre a été identifié par le peuple. Il s'agit de l'ancien délégué de Ouanaminthe Estimé Saint Juste, frère de l'ancien sénateur lavalas Jean Baptiste Bien-aimé. Il a été à la tête de ce groupe de forces obscures sous couverture de commerçants

suite à la page(6)

En deux mots

Dernière minute a Gaza, une Palestinienne poussant un landau a été bombardée par l'aviation israélienne.

Le Haut Etat-Major de l'armée israélienne a déclaré qu'un commandant important de Hamas s'était caché dans le landau.

De son lit d'hôpital, la jeune mère, qui a miraculeusement réchappé de l'explosion de la Man-man Pimba, affirme que c'est son bébé nouveau-né qui se trouvait à l'intérieur du landau.

Un houngan de renom de la Croix-des-Bouquets suggère que le commandant de Hamas avait sans doute un Pwen lui permettant de se transformer en bébé, mais nie avoir vendu à quiconque un tel Pwen.

Un militaire Russe qui tient à garder l'anonymat rappelle que le bombardement de bébés est un crime contre l'humanité et un crime de guerre, et que des Nazis ont été pendus pour moins que ça.

L'Occident Chrétien, par le biais de Joseph Dujardin, alias Borel, d'Ursula et d'Annalena, soutient la déclaration israélienne…

André Charlier

93 ans et toujours au travail : la retraite est un luxe que peu d'Haïtiens peuvent se permettre



Tianne Joseph, 93 ans, pose pour un portrait chez elle à Port-au-Prince. Anne Myriam Bolivar, GPJ Haïti

Par Anne Myriam Bolivar*

Les crises politiques et économiques que traverse le pays ont placé une population vulnérable dans une situation encore plus précaire.

Tianne Joseph se penche sur une chaise dans sa petite maison avec un seau de cigarettes à vendre, attendant le passage des clients de son quartier.

À 93 ans, mère de quatre enfants et grand-mère de plusieurs enfants, n'a d'autre choix que de continuer à travailler.

« J'ai besoin de gérer mon entreprise, car j'ai besoin d'argent pour subvenir à mes besoins », explique Joseph, veuve il y a 35 ans.

Depuis la mort de son mari, Joseph a une lourde responsabilité : essayer diverses petites entreprises et devoir reconstruire la maison qu'elle a héritée de lui après qu'un tremblement de terre l'ait détruite en 2010. Elle est fatiguée et aimerait pouvoir se reposer, mais sans aide sociale. , elle doit continuer à travailler dur. *« Je n'ai pas les moyens d'aller à l'hôpital. Ce que je vends ne suffit même pas à me nourrir »,* dit-elle.

Joseph ne peut pas dépendre uniquement de ses enfants car ils ont des obligations envers leur propre famille. Elle vit avec une de ses filles qui n'a pas de travail. Les temps sont difficiles pour Joseph, malgré des amis qui l'aident parfois. Une amie lui rend souvent visite et lui donne parfois de l'argent pour aller à l'hôpital. Joseph se considère cependant plutôt chanceuse, car elle ne souffre pas de problèmes de santé graves. Lors de sa dernière visite à l'hôpital, on lui a conseillé uniquement de bien manger.

Elle fait partie des milliers de personnes âgées en Haïti qui n'ont d'autre choix que de travailler jusqu'au bout en raison du manque de filets de sécurité sociale tels que les retraites, aggravés par la crise économique et le manque de logements pour les personnes âgées.

Malgré le lourd fardeau auquel cette population est confrontée, il n'existe qu'une seule maison de retraite publique à Port-au-Prince, et les défis économiques du pays l'ont laissée à lutter pour rester à flot. La maison de retraite, l'Asile Communale, est vieille de plus d'un siècle et relève de la responsabilité de la commune. Il accueille des personnes âgées et handicapées qui n'ont pas d'autre recours, en leur offrant un abri, des services de santé et de la nourriture.

Gaspard Maccéllus, qui est chef de service du foyer depuis deux ans, affirme que le foyer fonctionne en dessous de sa capacité. *« Nous avons actuellement 51 personnes. Nous pourrions en loger jusqu'à 120, mais nous n'en avons pas les moyens »,* explique Maccéllus.

En Haïti, les personnes de plus de 65 ans, qui représentent 4,9 % de la population du pays, font partie des groupes les plus vulnérables de la société, confrontées à divers défis tels que la pauvreté et le manque d'accès aux soins de santé. L'âge de la retraite des fonctionnaires est de 58 ans, mais les moins de 25 ans représentent moins de 1 % des effectifs du gouvernement, tandis que les plus de 55 ans en représentent près de 20 %. Cela suggère qu'une proportion considérable de fonctionnaires travaillant au-delà de l'âge légal de la retraite. En 2017, plus de la moitié de tous les fonctionnaires avaient plus de 45 ans et 1 % avaient 75 ans ou plus.

En Haïti, la retraite apporte « un sentiment de tristesse »

Selon un rapport gouvernemental de 2018, « *les fonctionnaires qui ont déjà atteint l'âge requis ne veulent pas partir, car la retraite est perçue comme la fin de la vie plutôt que comme le début d'une nouvelle vie avec moins de pression. Cela n'apporte pas un sentiment d'accomplissement, mais plutôt un sentiment de tristesse. »* Le rapport indique également que les faibles retraites empêchent les retraités de maintenir le mode de vie qu'ils avaient lorsqu'ils travaillaient.

Marlène Evelyne Norbert, 76 ans, est enseignante dans une école privée à Port-au-Prince depuis plus de 56 ans et continue de travailler. « *Nous n'avons pas de pension* », dit-elle. « *C'est à vous de décider si vous souhaitez partir ou rester et continuer à travailler »*

Plus de 80 % des emplois en Haïti se trouvent dans l'économie informelle, ce qui signifie que la grande majorité des Haïtiens n'ont aucune pension sur laquelle s'appuyer, selon un rapport de mars de l'Organisation internationale des employeurs.

Tout cela a été aggravé par les crises sociales, politiques et économiques, qui ont exacerbé la pauvreté. Selon la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire, la hausse des prix des denrées alimentaires pose un problème considérable aux familles haïtiennes. Les taux de chômage élevés, la corruption et l'instabilité politique persistante désavantagent les personnes âgées, rendant leur vie encore plus difficile. Selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique, le pays a une production minimale et dépend fortement des importations, avec un taux d'inflation maximal de 46,4 %.

Paulena Pierre, 86 ans, vit chez des proches à Port-au-Prince. Elle n'a pas d'enfants et a l'impression que ses hôtes perdent patience avec elle. *«Je comprends que ce ne sont pas mes enfants. Prendre soin d'une personne âgée qui n'est pas sa mère n'est pas facile »*, dit-elle.

Pierre dirige un petit commerce de vente de bananes mûres et d'œufs. Cela ne fonctionne pas bien, mais grâce à cela, elle peut gagner un repas quotidien. *« Je compte sur la gentillesse des bons Samaritains. Ce serait mieux si je pouvais trouver un endroit où vivre sans souci, sans penser à ce que je peux vendre pour couvrir mes besoins quotidiens »*, dit-elle.

Luttes à l'Asile Communale

Seule maison de retraite publique de la capitale, l'Asile Communale peine à subvenir aux besoins des personnes hébergées, même avec un taux d'occupation qui avoisine 40 % de sa capacité.

« Nous travaillons tous les jours. Nous bénéficions du soutien de Food for the Poor, qui nous approvisionne en nourriture tous les trois mois, ainsi que de particuliers », explique Maccéllus, faisant référence à l'organisation chrétienne internationale à but non lucratif qui opère en Haïti depuis 1986. « *Nous manquons parfois de stocks pour bien nourrir tous nos habitants, mais il ne se passe pas un jour sans que nous ne les nourrissions pas.* »

Deluis Louissaint, 73 ans, vit dans la maison de retraite depuis plus de 18 ans et affirme que les missionnaires qui les aidaient ne peuvent plus le faire, malgré tous leurs efforts.

Pour Louissaint, le changement au foyer provoqué par l'aggravation de la situation économique et politique déjà fragile d'Haïti est douloureusement évident. Il se souvient avec tendresse d'une époque où les conditions à la maison étaient meilleures. Des missionnaires et d'autres personnes leur rendaient visite et apportaient des provisions, mais avec l'insécurité actuelle, personne ne prend le risque de venir chez eux. Malgré les défis, Louissaint fait toujours partie des rares chanceux à bénéficier de ce type de soutien.

Maccéllus cite la situation économique du pays comme un obstacle à leur capacité à aider davantage de personnes. « Compte tenu de la situation actuelle du pays, nous achetons pour 7 500 gourdes [haïtiennes] [environ 55 dollars américains] d'eau chaque semaine. Pour cuisiner, nous utilisons du gaz propane vendu autour de 450 gourdes [3 dollars] le gallon. Nous avons trois cuisinières qui fonctionnent au gaz – 5 000 gourdes [37 dollars] nous suffisent à peine quatre jours, en fonction de la quantité de nourriture à cuisiner par jour », dit-il.

Leur lutte pour soutenir cette zone difficile d'accès en raison de l'insécurité les met dans une situation difficile. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, les violences se sont intensifiées. Les gangs contrôlent désormais plus de 60 % du territoire du pays. « *Nous ne fonctionnons pas à pleine capacité en raison du manque de fonds. Nous donnons à manger deux fois par jour afin de pouvoir finir plus tôt, étant donné que la maison se trouve dans une zone sujette à l'insécurité* », explique Maccéllus. Les horaires réduits visent à protéger la sécurité des employés qui font la navette.

Travailler comme un choix ?

Michel Acacia, sociologue et professeur à l'Université d'État d'Haïti, affirme que le pays se trouve dans une situation où le secteur informel est plus important que le secteur formel, laissant la plupart des travailleurs sans revenu fixe. La plupart des Haïtiens doivent continuer à travailler, parfois jusqu'à un âge avancé, pour subvenir à leurs besoins, car ils n'ont que peu d'autres options.

Il dit que le problème doit être résolu par le biais des structures macroéconomiques.

« *Pour les personnes âgées de 60 à 65 ans qui ont travaillé pour le gouvernement, travailler jusqu'à cet âge est souvent un choix. Pour ceux qui ont travaillé dans le secteur informel, c'est une nécessité car il n'y a pas de pension* », dit-il.

Les données sur les retraites contredisent cependant cette affirmation.

Haïti est à la traîne dans la fourniture de filets de sécurité sociale à sa population, avec seulement 5,8 % bénéficiant d'une forme de protection sociale. Il est choquant de constater que seulement 0,4 % des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite ont perçu une pension en 2020, selon les dernières données de l'Organisation internationale du travail. À l'opposé, en République dominicaine voisine, 53,6 % de la population bénéficie d'une protection sociale et 11,3 % des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite ont perçu une pension en 2020.

Elionor Devallon, directrice adjointe du fonds d'assistance sociale du ministère des Affaires sociales et du Travail, affirme que plus de 9 000 personnes vulnérables de plus de 65 ans reçoivent une subvention de 2 000 gourdes (15 dollars) par mois du fonds. Toutefois, cela laisse des milliers d'autres personnes sans nulle part où se tourner.

Lazare Jean François est coordinateur de la Fondation Rose Ferrier, une organisation qui vient en aide aux personnes âgées de Gressier, une partie de Port-au-Prince, depuis sept ans.

Il explique que la plupart des personnes âgées sont économiquement sans défense et exposées aux maladies et qu'avec la détérioration de la situation socio-économique, elles n'ont même pas les moyens de manger un repas par jour.

« Nous faisons de notre mieux avec ce que nous avons. Nous leur donnons un paquet de nourriture une fois par mois et, si possible, nous les emmenons chez un médecin. Nous aidons autant que possible les malades et, lorsqu'ils décèdent, nous payons une partie de leurs funérailles. Pour leurs anniversaires ou autres occasions festives, nous organisons des sorties avec eux », raconte Jean François. *« Notre mission est d'être avec eux afin qu'ils puissent vivre dignement la dernière partie de leur vie. »*

23 429 femmes (28,6%) et 58 519 hommes (71,4%). Raphael Théoma Daniel est directeur et responsable des relations publiques de l'Office haïtien de protection du citoyen (OPC), une agence étatique pour les droits de l'homme.

Il explique comment, dans d'autres pays, l'État a des projets distincts pour chaque tranche d'âge : de la naissance à 18 ans, lorsque les citoyens entrent sur le marché du travail, puis de 18 à 65 ans, lorsqu'ils doivent préparer leur retraite.

Mais un tel système n'existe pas en Haïti, ce qui rend la vie plus difficile pour les personnes vieillissantes.

« L'OPC lutte pour la bonne gouvernance et contre la corruption », dit Daniel, *« et si nous y parvenons, nous sommes sûrs que l'État sera capable de mettre en œuvre ce système »*.



Paulena Pierre entre chez elle à Port-au-Prince, Haïti. Photo: Anne Myriam Bolivar, GPJ Haïti

Faibles retraites et forte proportion de travailleurs informels

L'économiste Enomy Germain affirme qu'il n'existe pas de données sur le nombre de personnes âgées qui continuent à travailler pour subvenir à leurs besoins (car celles qui ont un emploi formel et une pension sont rares), mais dans le secteur public, par exemple, certains employés travaillent après l'âge de la retraite. .

Il explique que la raison « est que la pension de l'État est trop faible », malgré le fait qu'il existe une disposition légale pour les pensions en Haïti. *« Tout agent public ou fonctionnaire en service actif, ayant accompli au moins 10 années de service et souffrant d'une incapacité absolue de travail, a droit, quel que soit son âge, à une pension égale à la moitié de son salaire sans excéder 12.500 gourdes. [91 dollars] »*, précise la loi.

En 2017, le nombre de fonctionnaires permanents était de 81 948, dont

Daniel dit qu'il n'y a pas assez de maisons de retraite et que la plupart des personnes âgées dépendent de leur famille. « *Les maisons communautaires sont en mauvais état et très mal structurées parce que l'État a oublié ses habitants* », dit-il.

Daniel affirme que son organisation a fait des propositions au gouvernement, lui demandant de fournir une protection sociale aux personnes vulnérables, car il s'agit d'une question de droits humains.

Malgré les défis auxquels elle est confrontée, Joseph espère célébrer son 100e anniversaire dans sept ans. « *C'est long* », dit-elle, « *mais j'espère que Dieu préserve ma vie.* »

***Anne Myriam Bolivar** est une journaliste du Global Press Journal basée à Port-au-Prince, en Haïti. Megan Spada, GPJ, a traduit cet article du français. Cette histoire a été initialement publiée par Global Press Journal.

Liberasyon imedya ak san kondisyon etidyan Jalson Vérius


Jalson Vérius

Jalson Vérius, yon etidyan nan Inivèsite Leta Ayiti, pi presizeman nan Enstiti Nasyonal Administrasyon, Jesyon ak Etid Entènasyonal Avanse (INAGHEI), te kidnape nan lanwit dimanch 26 pou lendi 27 novanm 2023 an nan zòn Tijo. INAGHEI nan yon nòt fè konnen Jalson se yon etidyan nan syans politik, nan nivo II nan Enstiti a. *« Li se youn nan bousdetid UEH ki gen kliyan li sitou ak jèn moun ki soti nan klas mwayèn ak klas defavorize yo. Kòm rezilta, etidyan an ak paran li yo pa gen mwayen finansye pou peye okenn ranson »*

Dwayen an *« mande liberasyon imedya ak enkondisyonèl pou etidyan an. Li mande tou Enstitisyon piblik, yo mete pou objektif sa a, pou yo asime konplètman misyon konstitisyonèl yo, ki gen rapò ak garanti dwa, sekirite ak libète tout moun nan peyi an »*

Etidyan INAGHEI yo te òganize yon mouvman manifestasyon sou Avni Kristòf la pou mande liberasyon kanmarad yo.

Se 600 mil dola meriken, kidnapè yo mande pou libere jèn etidyan sa a.

Koripsyon nan Meri Wanament

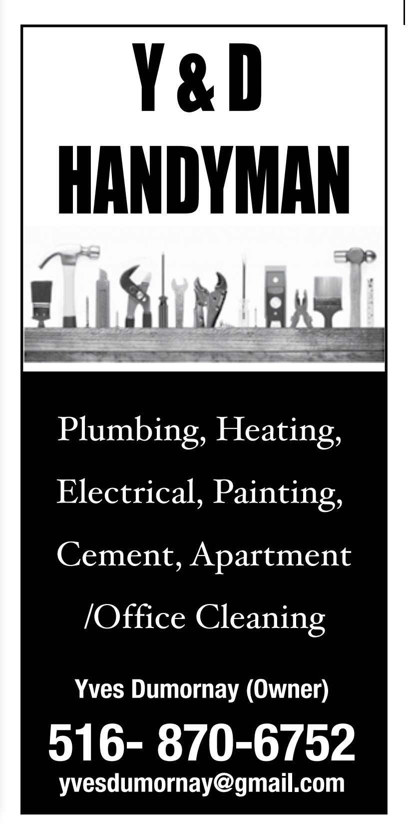


Meri Wanament lan


Ajan pwovizwa Démétrius Luma

Komisyonè Inite Anti-Koripsyon an (ULCC) te dekouvri nan Meri Wanament lan, ajan pwovizwa Démétrius Luma ap dirije yon latriye detounman ilegal byen piblik. Tribinal la rekòmande pou yo kòmanse yon aksyon piblik kont ofisyèl sa a ak plizyè nan akolit li yo tankou Crétilia Pierre-Antoine ak Jose Laguerre pou respektivman abi nan biwo Meri a.

Komisyon an note tou anpil pèt materyèl ak ekipman akòz neglijans administratif ak move jesyon ofisyèl administrasyon minisipal yo. Te gen pèt yon dèlko mak Kubota ak plizyè santèn lòt ekipman enstitisyonèl pandan zak vandalism ak piyaj yon latriye moun ki te antre nan lokal Meri a pandan yon manifestasyon popilè.



Kenya ap bezwen 5,000 polisye


William Ruto

Nan diskou li te fè devan Palman Ewopeyen an nan dat 21 novanm 2023, Prezidan Kenya a, William Ruto, te pale sou nesesite pou anvi-won 5,000 moun pou Misyon Sipò pou Sekirite Miltinasyonal (MMSS) an Ayiti, pou fè fas ak gang kriminèl ki kontwole yon pati nan peyi a. Ruto te deklare: *"sipò Inyon Ewopeyen an pral kle nan ranfòse inisyativ la. Se pou yo ba l resous nesesè yo ak lejitimite pou l fè djob la. »*

Lanmò Hérard Jadotte

Ministè Kilti ak Kominikasyon salye memwa ekriven, pansè, pwofesè inivèsite ak piblikatè Hérard Jadotte, ki mouri dimanch 26 novanm 2023 a. Li te genyen 82 zan. Ministè a ap prezante kondoleyans li bay fanmi Jadotte, kòlèg li, zanmi l ak elèv li yo.


Hérard Jadotte

Suite de la page (4)


Le président de l'ADIH, Wilhelm Lemke

venant de Trou du Nord.

Qui pis est les policiers frontaliers de la commune de Ouanaminthe n'ont rien fait contre ces énergumènes. En un sens ils ont collaboré avec eux en leur livrant le poste frontalier. Un exemple doit être tracé contre ces agents frontaliers de sécurité de sorte que cela ne se répète plus dans le pays.

Ce qui préoccupe le plus ces racketters ou contrebandiers, c'est de faire de l'argent même dans les mauvaises conditions au détriment du peuple haïtien à l'encontre même du pays. Il est impératif de souligner que ce groupe d'individus qui se fait passer pour des entrepreneurs agissant non seulement pour satisfaire leurs intérêts personnels mais ils sont au service de la bourgeoisie capitaliste en république dominicaine.

Certains d'entre eux s'adonnent tout bonnement à l'import-export. Ils n'ont rien investi dans le pays. Ce ne sont pas des gens qui ont le sens du devoir envers le peuple ni l'amour de la patrie. Leur seule patrie est leur poche.

Cette forfaiture de ces soi-disant commerçants nous a couverts de honte. Comment peut- on construire une nation avec une telle mentalité. Que pouvait-on espérer alors avec un pays ayant comme dirigeant un soumis de la trempe de Ariel Henry, un employé de la bourgeoisie compradore ? C'est la preuve et la raison pour laquelle, les masses conscientes et conséquentes doivent lutter pour débarrasser le pays de ces mauvais plants.

Cette forfaiture grave n'a pas duré longtemps, puisque la mairie et un juge de paix ont fait le constat de l'incident et ils ont refermé les barrières de la frontière.

Par ailleurs, dans un article du quotidien Le Nouvelliste, l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) manifeste un élan de solidarité autour de la construction du canal d'irrigation sur la rivière Massacre dans le département du Nord-Est, selon l'article c'est « une occasion en or pour relancer la production locale ». Pour renforcer cette pensée le président de l'ADIH, Wilhelm Lemke a, pour sa part, indiqué que « Le contrôle de la frontière est un élément essentiel dans la résolution de la crise haïtienne »

Nous espérons que cette manifestation ouverte de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) est une déclaration crédible. Car cette bourgeoisie haïtienne dans son ensemble, ce qu'elle dit haut et fort est à prendre avec beaucoup de sel. Car cette bourgeoisie anti nationale n'a aucun souci de développement voire qu'elle s'intéresserait à la production nationale du pays.

Les agriculteurs pivotent alors qu'une maladie incurable ravage les orangeraies d'Haïti



Louis François, à droite, et son voisin Jocelin Oremis fabriquent du charbon de bois dans la cour de François au Bas Petit-Borgne, en Haïti. François a dû trouver d'autres moyens de gagner de l'argent après avoir perdu ses orangers à cause d'une maladie bactérienne

Par Wyddiane Prophète

Dans un pays confronté à l'insécurité alimentaire, une épidémie d'agrumes ravage une source vitale de nutrition et de revenus.

Port-margot, Haïti — Louis François a grandi entouré de centaines d'orangers doux. Son père vendait ses oranges par sac de 200 à 300, et celles qui étaient déjà tombées par terre restaient pour lui et ses frères et sœurs pour manger.

« Mon père possédait environ 360 orangers doux sur ses terres dans les mornes », raconte François, qui a suivi les traces de son père et gagne sa vie comme agriculteur sur les terres familiales dans le quartier du Bas Petit-Borgne à Port-Margot. *« Il les vendait à une Madan Sara de Port-au-Prince, qui venait les acheter par sacs »*, raconte-t-il en faisant référence aux femmes qui achètent, distribuent et vendent de la nourriture en Haïti. *« Le sac coûtait à l'époque entre 250 et 300 dollars [américains], mais aujourd'hui tous ces orangers ont disparu, et sur mes terres, je n'ai que deux arbres qui commencent tout juste à pousser. »*

François a dû apprendre à cultiver d'autres produits comme les bananes et les ignames. Il est également éleveur et producteur de charbon de bois, mais affirme qu'il ne récolte pas autant de profit que son père lorsque celui-ci produisait des milliers d'oranges douces chaque année. L'homme de 46 ans attribue cette perte à une maladie qui a anéanti les orangers du nord d'Haïti, une région connue comme le terroir produisant les oranges les plus douces du pays. La maladie bactérienne Citrus Huanglongbing, est présente en Haïti depuis au moins une décennie. Il n'existe pas de remède, mais il existe des moyens de contrôler ce phénomène. Mais pour cela, les agriculteurs disent avoir besoin d'aide tandis qu'ils subissent la perte de leurs plantations d'orangers et de leurs revenus.

Alors que les Haïtiens subissent une insécurité alimentaire croissante, la diminution de l'offre d'oranges douces affecte l'économie et les pousse à consommer des produits importés de plus en plus chers. L'agriculture rapporte des milliards de dollars à l'économie haïtienne, avec un cinquième de la main-d'œuvre du pays employée dans ce secteur. Les fruits occupent la deuxième place dans les exportations d'Haïti vers les États-Unis, l'un de ses plus grands partenaires commerciaux. À cause de cette maladie, les agriculteurs de la région sont incapables de profiter de cette demande internationale de fruits et des bénéfices qui en ressortent.

En 2013, le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural, par le biais d'une déclaration sur son site Internet, a annoncé la présence de la maladie du Citrus Huanglongbing dans plusieurs régions du pays, y compris le nord. Tout en reconnaissant que la maladie ne présente pas de risque pour la santé humaine, le ministère a admis qu'elle affecterait les agrumes et l'économie du pays. Les exportations d'orange ont chuté de plus de 60 % entre 2017 et 2019, selon un rapport de l'entreprise agricole et sociale Selina Wamucii.

Le Huanglongbing est une maladie bactérienne considérée comme la plus dévastatrice pour les agrumes, qui entraîne une diminution du rendement en fruits et tue éventuellement l'arbre si elle n'est pas correctement traitée.

Il n'existe aucun remède connu contre la maladie, mais « certains médicaments ont été largement utilisés pour assurer le développement sain de l'industrie des agrumes, comme les antibiotiques, les pesticides et les inducteurs immunitaires, qui ont obtenu des résultats remarquables », selon un document de recherche de 2021 publié par la plateforme Scientific Frontiers. Le ministère de l'Agriculture d'Haïti a encouragé les agriculteurs à abattre les arbres malades et à utiliser le marcottage, une méthode de propagation dans laquelle les branches d'arbres basses sont enterrées pour les encourager à faire pousser des racines, qui sont ensuite séparées et replantées, explique Jean-François Emmanuel, responsable de production végétale à la Direction Départementale Agricole du Nord, qui fait partie du Ministère de l'Agriculture. Emmanuel affirme que Port-Margot a été l'une des premières zones touchées par la maladie. Mais les agriculteurs locaux affirment que cette méthode à elle seule ne suffit pas à rétablir les orangers : ils ont besoin de plus d'aide.

Haïti a l'un des niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés au monde, près de la moitié de la population n'a pas assez de nourriture, selon un rapport du Programme alimentaire mondial de 2023. Lorsque la nourriture se fait rare, les gens ont tendance à se tourner vers des aliments moins chers et moins nutritifs. La réduction de la production de ces fruits, un groupe alimentaire vital, dans la région signifie un accès réduit à une source majeure de vitamine C, vitale pour l'immunité et essentielle à la santé cardiovasculaire. Les maladies coronariennes sont la principale cause de décès en Haïti.

L'orange douce est l'un des fruits phares de ce pays des Caraïbes. Elle est principalement consommée au frais, ou utilisé pour produire des jus, des confitures et des gâteaux. L'huile d'orange douce est utilisée dans l'industrie du parfum ; en Haïti, la peau d'orange est également utilisée pour faire des feux de charbon de bois et est même utilisée comme appât de pêche, selon une étude menée en 2021 par l'Institut de recherche pour le développement, une agence de recherche du gouvernement français. Port-Margot, une commune de près de 50 000 habitants, selon les chiffres du gouvernement de 2015, dépend fortement de cultures telles que le café, le cacao et les fruits. La commune fournissait des oranges à d'autres régions, comme le Cap-Haïtien et les Gonaïves, fournissant même des graines d'orange à d'autres régions. Ce n'est plus le cas.

« Cette variété d'agrumes a commencé à disparaître à Port-Margot il y a environ 12 à 15 ans », explique Germinal Jean-Claude, agronome de la région, à cause d'une maladie qui fait apparaître sur les feuilles de l'oranger des taches jaunes et une poudre noire semblable à du charbon, ainsi qu'une diminution croissante de la quantité de fruits produits, jusqu'à la mort de l'arbre de lui-même. On dit que la maladie bactérienne tue un arbre fruitier en cinq ans environ.

Thélisma Elisnord est un agriculteur et ancien producteur d'oranges qui a perdu ses arbres à cause de la maladie. Il cultive désormais des ignames et des bananes et élève des bœufs. Il travaille seul sa terre pendant que sa femme et ses filles vendent ce qu'il produit. Il dit que les oranges représentaient un revenu vital pour lui et pour beaucoup d'autres personnes dans la région, mais ça lui manque également de ne pas en avoir régulièrement pour sa famille.

« Lorsqu'un oranger était abattu, l'intérieur était complètement rongé, il n'y avait plus qu'un immense trou vide », se souvient Elisnord à propos de la maladie qui a tué ses arbres. Il a tenté de planter de nouveaux orangers, mais il les a perdus à chaque fois à cause de l'infection bactérienne.

Alors que les orangers succombent à cette maladie et que les agriculteurs se tournent vers d'autres produits, ils sont confrontés à de nouveaux défis liés aux changements climatiques en Haïti. Les agriculteurs du pays sont confrontés chaque année à une diminution constante des pluies, tandis que les températures continuent d'augmenter.

Jocelin Oremis, un agriculteur du Bas Petit-Borgne qui cultivait autrefois des oranges douces, explique que l'un des problèmes est la sécheresse. Comme beaucoup de ses pairs, il a perdu sa récolte de pistaches cette année. D'autres ont perdu des récoltes entières de haricots et d'autres cultures à cause du manque d'eau.

« Ce serait formidable si nous pouvions non seulement trouver de nouvelles plantes, mais aussi obtenir de l'aide pour le manque d'eau, ce qui est un véritable calvaire pour nous en ce moment, car nous perdons presque tout ce que nous avons planté », déclare Oremis. Pourtant, certains fruits et légumes se sont révélés plus résistants face à des conditions climatiques plus rigoureuses et changeantes, dont les oranges.

Un rapport de 2018 du World Resources Institute, une organisation de recherche mondiale à but non lucratif, qui a étudié les agriculteurs du Costa Rica qui sont passés de la culture du café aux oranges en raison des changements climatiques, a révélé que les oranges étaient plus résilientes aux «*sécheresses, inondations, températures inégales, précipitations irrégulières et vents plus forts amenés par le changement climatique.* »

Germinal affirme que pour remplacer l'oranger rustique, les autorités doivent envisager des solutions durables aux difficultés, en commençant par la création de nouvelles plantations d'orangers pour remplacer les anciennes.

« Depuis l'arrivée de ce fléau, un seul agronome est venu distribuer de nouveaux plants d'orangers aux agriculteurs de ma section, et pour ma part, quand je mange des oranges, je garde toujours les graines pour les remettre en terre en espérant qu'elles prendront racine », explique François, qui cultive désormais des bananes et des ignames à la place des orangers qu'il a perdus.

« Ce serait bien si de nouvelles pépinières étaient distribuées pour relancer la production », dit-il. « *Mon père a pu subvenir aux besoins de sa famille en vendant ce produit. Si la production redémarre, cela m'aidera, moi et ma famille, et je pourrai léguer un héritage à mes enfants* ».

***Wyddiane Prophète** est une journaliste du Global Press Journal en Haïti.

Global Press
16 Octobre 2023



Les feuilles d'un jeune oranger infecté par la maladie du Citrus Huanglongbing dans la région du Bas Petit-Borgne à Port-Margot, Haïti. WYDDIANE PROPHÈTE, GPJ HAÏTI

L'agriculteur Louis François inspecte les bananiers sur ses terres dans la région du Bas Petit-Borgne à Port-Margot, Haïti. WYDDIANE PROPHÈTE, GPJ HAÏTI

Canal de la rivière Massacre, le réveil de la conscience nationale !

(3e partie)



Clément Pierre, Président de la FACNEH (Fédération des Associations des Commerçants du Nord-Est d'Haïti)

(3e partie)

Par Catherine Charlemagne

En plus de la position des Haïtiens refusant de se rendre à Dajabon, sans excuse du Président dominicain, comme par hasard, le mercredi 11 octobre au matin, un terrible incendie s'était déclaré uniquement aux entrepôts des commerçants haïtiens au Marché binational situé en République dominicaine. Un incendie que monsieur Clément Pierre, Président de la FACNEH (Fédération des Associations des Commerçants du Nord-Est d'Haïti), trouve « suspect ». Dans la foulée, l'une des plus grandes associations d'entrepreneurs en Haïti, l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) qui, d'ailleurs a déjà pris position dans ce conflit, est revenue à la charge après la réouverture des frontières côté dominicain. En effet, dans une Note de presse datant du 13 octobre 2023, cette association apporte son soutien à la population du Grand Nord qui s'oppose à la réouverture de la frontière du côté haïtien afin de donner une leçon au Président Luis Abinader.

Dans cette Note de presse, les dirigeants de l'association déclarent « *L'ADIH exprime sa solidarité envers toutes les concitoyennes et tous les concitoyens qui exhortent le gouvernement haïtien à garder fermées les frontières avec la République dominicaine. Les cris de cœur déterminés de nos compatriotes, réclamant cette décision, sont entendus et appréciés. Notre nation, qui, au cours des dernières décennies, a enduré tant de souffrances, survit encore, malgré tout. Bien que cette décision puisse être contraignante pour beaucoup, il est préférable de surmonter ces difficultés que de dépendre de la République dominicaine, qui, elle-même, ne défend que ses intérêts. De concert avec d'autres associations patronales du pays, un plan d'action est déjà en préparation avec les instances gouvernementales concernées en réponse à la fermeture unilatérale des frontières. Saisissons cette prise de conscience pour reprendre notre plein potentiel d'autosuffisance. L'ADIH est convaincue que la République d'Haïti, comme tout autre pays, a le droit et l'obligation de privilégier l'utilisation de ses propres ressources au bénéfice de sa population.* »



Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Ricardin Saint-Jean

Entretemps, plusieurs Comités de vigilance se sont formés tout le long de la frontière par les membres d'une population plus qu'en colère. Ces Comités sont chargés de surveiller d'une part les contrebandiers Haïtiens et Dominicains et de l'autre de saisir et détruire la moindre marchandise ou les produits alimentaires en provenance de la République dominicaine. En dépit de tout cela, il aura fallu attendre le jeudi 26 octobre pour qu'une délégation gouvernementale se soit rendue sur les lieux à Ouanaminthe. Composée des ministres de l'Environnement, James Cadet, de l'Agriculture, Charlot Bredy, du Commerce et de l'Industrie, Ricardin Saint Jean et du Directeur général du Centre National de l'information géo-spatiale (CNIGS), Boby Emmanuel Piard, cette Délégation avait pour objectif « *d'exprimer la solidarité du gouvernement aux paysans. Comme les Dominicains, les Haïtiens ont le droit d'exploiter les ressources hydriques de la rivière Massacre. C'est le message du gouvernement. On va leur demander d'accepter que le gouvernement dépêche une Commission technique sur le chantier.*

Cette Commission aura à recueillir des informations sur les besoins techniques et financiers pour la poursuite des travaux », disait une source du journal *Le Nouvelliste* le 24 octobre. Finalement, à cause des problèmes techniques et météorologiques, c'est le jeudi 26 octobre 2023 que les envoyés du gouvernement ont fini par arriver dans le Grand-Nord et se sont entretenus avec les membres du Comité responsable de la construction du canal. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Ricardin Saint-Jean, a voulu rassurer et surtout apaiser les craintes en déclarant « *Le gouvernement est présent ici afin d'avoir plus de connaissances sur l'avancement des travaux de construction du canal d'irrigation sur la rivière Massacre et de rencontrer le Comité en vue d'évaluer les besoins techniques. L'État est prêt à apporter son support technique et financier au Comité pour la poursuite des travaux* ».

Après cette première rencontre attendue depuis trois mois par les agriculteurs et les paysans de la plaine Maribaroux, le gouvernement disait qu'il était en attente de l'autorisation des dirigeants du Comité chargé des travaux du canal afin de dépêcher des techniciens sur place pour superviser le chantier. D'autre part, les autorités qui découvrent les bienfaits de ce canal, si l'Etat participe à sa finition, croient qu'il est urgent d'apporter le soutien nécessaire aux paysans afin qu'ils atteignent leur objectif. Selon le titulaire du Ministère de l'Agriculture, Brédy Charlot, « *On est déjà en discussion au sein du gouvernement en vue de définir rapidement des moyens devant permettre aux agriculteurs de produire des récoltes comme le maïs, le calalou (gombo) dans une période de deux à trois mois en vue de venir en support à la population suite à la suspension des échanges commerciaux avec la République dominicaine due à la fermeture des frontières* » avançait le ministre. Signalons jusqu'à cette date qu'aucun service des Pouvoirs publics dont relève un tel ouvrage d'art - Ministères de l'Environnement, des Travaux Publics, CNE, de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et Développement Rural - ne s'était présenté sur les lieux.

Laissant les paysans, les agriculteurs et le reste de la population engagés dans cette œuvre se décider seuls. C'est ce que regrettait, d'ailleurs, l'une des Responsables du Comité chargé de la construction du canal, l'ingénieure-architecte Wideline Pierre « *Toujours pas de présence des responsables de l'État. Le gouvernement que dirige le Premier ministre Ariel Henry n'a fait aucun acte de présence depuis la reprise des travaux le 31 août dernier. Avec des techniciens haïtiens et la détermination des travailleurs, le Comité fait le jeu de la gestion des travaux* » affirmait-elle. Si les responsables de la Transition continuent de parler de paix et de solution pacifique, ils reconnaissent néanmoins que Haïti et les Haïtiens ont le droit de creuser des canaux sur la rivière Massacre tout comme les dominicains l'ont fait depuis des années sans que cela ne pose problème à personne à Port-au-Prince.

Par ailleurs, le gouvernement haïtien a accueilli à Port-au-Prince une Mission technique de l'Organisation des Etats Américains (OEA) après qu'elle se soit rendue quelques jours avant à Santo Domingo et sur la rivière Massacre du côté dominicain. D'après Jean Victor Généus, le Chancelier haïtien, interrogé par *Le Nouvelliste* en date du 24 octobre 2023 « *Nous avons pris note de leur offre de médiation et sommes prêts à recevoir l'équipe technique qu'elle compte envoyer. Nous sommes aussi en contact avec d'autres personnalités qui ont offert leur médiation. Contrairement à ce que certains pourraient penser, la communication n'est pas rompue entre les deux États. Les deux chancelleries sont en contact et nous privilégions la diplomatie tranquille, loin des lampadaires en attendant que les négociations soient reprises pour une solution à la crise qui affecte les deux pays se partageant la même île* » avait-il affirmé. Finalement, ce Comité technique présidé par le Secrétaire du Département juridique de l'organisme hémisphérique, monsieur Michel Arrighi, accompagné d'Andrés Sanchez du secrétariat au Développement intégral de l'OEA, a été reçu par le ministre des Affaires Etrangères, Jean Victor Généus, le mardi 31 octobre 2023.

Pendant ce temps, un nouvel organisme Public-Privé a été créé afin de renforcer la position haïtienne sur la crise frontalière. C'est la *Commission pluridisciplinaire pour la gestion des eaux partagées*. Elle est composée d'experts d'instances suivantes : MAEC, MARNDR, ME, MTPTC, ST-CMHD, MPHOEA, DAD, CIGS, CIAT, CUCSSP. Une première réunion de travail du Comité technique de l'OEA et de la Commission pluridisciplinaire s'est tenue le mardi 31 octobre 2023. Suite à cette rencontre, les Envoyés de l'OEA ont promis de produire un Rapport technique sur la construction du canal, selon un Communiqué des autorités haïtiennes après le départ des membres du Comité technique. Entretemps, sur la frontière, la tension ne cesse de monter entre la population haïtienne et l'armée dominicaine qui continue de jouer à la provocation en faisant des incursions de temps à autre sur le territoire haïtien. Le mardi 7 novembre 2023, n'était-ce la présence des agents de BSAP qui s'interposaient entre la population et les militaires, il aurait eu beaucoup de victimes.

En effet, ce jour-là, il était environ 13 heures lorsque les militaires dominicains ont fait une démonstration de force quasiment sur le territoire haïtien à bord de plusieurs véhicules blindés tout en survolant l'espace aérien d'Haïti avec un hélicoptère de l'armée. Furieux, les haïtiens se mettaient en position pour affronter les militaires. Ils ont creusé des tranchées afin d'empêcher les soldats dominicains de pénétrer du côté haïtien avec leurs véhicules. Tandis que des agents de Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP) faisaient le tampon entre les deux camps pour éviter l'affrontement. Le mercredi 8 novembre 2023, des renforts militaires et policiers haïtiens, composés d'agents de l'Unité Départementale de Maintien de l'Ordre (UDMO), de POLIFRONT, étaient arrivés sur le Site afin de maintenir à distance la population qui voulait en découdre avec les militaires dominicains et aussi dans le but de dissuader ces derniers de pénétrer sur le territoire haïtien. Le gouvernement dominicain en avait fait de même le long du mur près de la *borne N° 13* que l'Etat dominicain a érigé depuis un certain temps non loin du canal en construction.



Marché binational de Dajabon situé en République dominicaine.

L'incident du 7 et du 8 novembre sur la frontière était si grave que les gouvernements des deux Etats ont jugé utile de réagir chacun par un communiqué suivant leur compréhension, leurs intérêts et leur force sur le terrain et d'appeler au calme d'une part et au respect scrupuleux des frontières d'autre part. Ainsi, les autorités haïtiennes, toujours à la recherche d'un compromis, ont émis ce Communiqué apaisant datant du vendredi 10 novembre 2023 « *Le Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes informe que le ministre des Affaires Étrangères et des Cultes, Son Excellence Monsieur Jean Victor GENEUS, s'est entretenu avec son homologue dominicain, Son Excellence Monsieur Roberto ALVAREZ, suite aux évènements du mardi 7 novembre 2023, le long de la frontière haïtiano-dominicaine au niveau de Ouanaminthe, au cours desquels des militaires dominicains, secondés par des blindés et un hélicoptère auraient, selon les observateurs, violé le territoire haïtien, apparemment en réaction à ce qu'ils considèrent comme une incursion haïtienne sur leur territoire.*

Face à cette situation qui a engendré une vive tension dans la zone et le mécontentement de la population, les deux Chanceliers se sont entendus de travailler pour calmer les tensions, afin d'éviter toute escalade, en attendant une solution satisfaisante et conforme au Droit international. Le ministère des Affaires Étrangères et des Cultes réitère la volonté du gouvernement de poursuivre le dialogue et la négociation avec la partie dominicaine et profite pour lancer un appel au calme et à la sérénité » disait le Communiqué de la Chancellerie haïtienne. Du côté Dominicain, la tonalité est tout autre. Leur Communiqué de presse du 7 novembre 2023 est quasiment un ultimatum à l'encontre des autorités de Port-au-Prince, puisqu'il leur exige de mettre fin immédiatement aux incursions des Haïtiens en territoire dominicain. C'est la présidence de la République dominicaine qui, dans un long, très long Communiqué, a exprimé le sentiment de Luis Abinader à l'égard d'Haïti.

« *En ma qualité de Porte-parole du Président de la République, je souhaite informer l'opinion publique sur les événements survenus ce matin aux abords de la Pyramide 13, située sur la ligne frontière qui divise la République Dominicaine et la République d'Haïti. Un groupe de ressortissants haïtiens est entré sur le territoire dominicain pour faire obstacle à la patrouille automobile effectuée par l'Armée de la République dominicaine sur la route du côté Ouest de la clôture périphérique intelligente dans cette zone frontalière. Cette action semble être due à une incompréhension apparente de la part des citoyens haïtiens concernant les limites des frontières qui séparent les deux pays. Pour établir la frontière actuelle entre la République dominicaine et Haïti, 311 pyramides de ciment numérotées en série ont été placées, commençant au nord, à l'embouchure de la rivière Dajabón ou Massacre, et se terminant à l'embouchure de la rivière Pedernale, au Sud. Toutes ces pyramides sont marquées du numéro du pays où elles se situent (RD ou RH) et de l'année 1929. La pyramide 13 marque la frontière dans cette zone particulière et le territoire de l'autoroute internationale entre la clôture périphérique et la pyramide 13 appartient à la République dominicaine.*

L'Armée de la République dominicaine dispose de tous les pouvoirs pour effectuer des patrouilles dans cette zone. Heureusement, l'incident n'a pas dégénéré grâce au professionnalisme de nos soldats qui ont agi avec prudence et dans le respect des droits de l'homme, des accords et traités internationaux. Cependant, à titre préventif et pour garantir la sécurité de la zone, l'armée a décidé d'augmenter le nombre de militaires et de véhicules de patrouilles dans la zone. Le Gouvernement dominicain considère cette action comme une provocation, dans le but de générer un conflit aux conséquences imprévisibles qui ne fera qu'aggraver les relations entre les deux pays. Nous exigeons que les autorités haïtiennes

suite à la page(16)

93 and Still Working: Retirement Is a Luxury Few Haitians Can Afford



Tianne Joseph, 93, poses for a portrait at her home in Port-au-Prince.

The country's political and economic crises have put a vulnerable demographic in an even more precarious position.

PORT-AU-PRINCE, HAITI — Tianne Joseph hunches over on a chair in her small house with a bucket of cigarettes for sale, waiting for clients from her neighborhood to pass by.

At 93 years old, the mother of four and grandmother of several has no option but to keep working.

"I need to run my business, because I need money to take care of myself," says Joseph, who was widowed 35 years ago.

It has been a heavy responsibility for Joseph since her husband's death, trying out various small businesses and having to rebuild the house she inherited from him after an earthquake destroyed it in 2010. She is tired and wishes she could rest, but with no social aid, she has to keep toiling.

"I cannot afford to go to the hospital. What I sell is not even enough to feed myself," she says.

Joseph is unable to depend solely on her children as they have obligations toward their own families. She lives with one of her daughters who doesn't have a job. Times are difficult for Joseph, despite friends who sometimes help her out. One friend often visits and sometimes gives her money to go to the hospital. Joseph considers herself somewhat fortunate, though, as she does not suffer from severe health problems. At her last hospital visit, she was advised only to eat well.

She is one of thousands of older adults in Haiti who find themselves with no option but to work to the very end given the lack of social safety nets such as pensions, worsened by the economic crisis and lack of homes for older people.

Despite the great burden this demographic faces, there is only one public retirement home in Port-au-Prince, and the country's economic challenges have left it struggling to stay afloat. The retirement home, Asile Communale, is over a century old and is the responsibility of the municipality. It hosts older and disabled people who have no other recourse, providing them with shelter, health services and food.

Gaspard Maccéllus, who has been head of department at the home for two years, says the home is operating below capacity.

"We currently have 51 people. We could house up to 120, but we don't have the means to," Maccéllus says.

In Haiti, persons over the age of 65, who make up 4.9% of the country's population, are among the most vulnerable groups in society, facing various challenges such as poverty and lack of access to health care. The retirement age for civil servants is 58, but those under the age of 25 represent less than 1% of the government workforce, while those over 55 account for almost 20%. This suggests that a considerable proportion of civil servants work beyond the legal retirement age. In 2017, more than half of all civil servants were over the age of 45, and 1% were 75 or older.

In Haiti, retirement brings 'a sense of sorrow'

According to a 2018 government report, "civil servants who have already reached the required age don't want to leave, because retirement is perceived as the end of life rather than the beginning of a new life with less pressure. It doesn't bring a sense of accomplishment, but rather a sense of sorrow." The report also states that low pensions leave retirees unable to sustain themselves in the lifestyles they had when they were working.

Marlene Evelyne Norbert, 76, has been a private-school teacher in Port-au-Prince for more than 56 years and continues to work. "We don't get a pension," she says. "It's up to you if you want to leave or stay and continue working."

More than 80% of the jobs in Haiti are in the informal economy, meaning the vast majority of Haitians have no pension to fall back on, according to a March report from the International Organisation of Employers.

All of this has been worsened by social, political and economic crises, which have exacerbated poverty. According to the National Coordination for Food Security, rising food costs pose a considerable problem for Haitian families. High unemployment rates, corruption and persistent political instability put older people at a disadvantage, making their lives even more difficult. According to the Haitian Institute of Statistics and Informatics, the country has minimal production and relies heavily on imports, with a peak inflation rate of 46.4%.

Paulena Pierre, 86, lives with relatives in Port-au-Prince. She has no children and feels her hosts are losing patience with her.

"I understand they are not my children. Taking care of an elderly person who isn't your mom is not easy," she says.

Pierre runs a small business, selling ripe bananas and eggs. It isn't working well, but with it she is able to earn a daily meal.

"I depend on the kindness of good Samaritans. It would be better if I could find somewhere to live without worry, without thinking about what I can sell to cover my everyday needs," she says.

Struggles at Asile Communale

As the only public retirement home in the capital city, Asile Communale struggles to support those in the home, even at an occupancy rate that is around 40% of its capacity.

"We work every day. We have the support of Food for the Poor, who supplies us with food every three months, as well as private individuals," Maccéllus says, referring to the international Christian nonprofit that has operated in Haiti since 1986. "We sometimes lack stock to properly feed all our residents, but not one day goes by where we don't feed them."

Deluis Louissaint, 73, has lived in the retirement home for over 18 years and says the missionaries who used to help them can no longer do so, in spite of their best efforts.

For Louissaint, the change at the home caused by the worsening of Haiti's already fragile economic and political situation is painfully obvious. He remembers with fondness a time when conditions at the home were better. Missionaries and other individuals would visit them and bring provisions, but with the current insecurity, no one is taking the risk of coming to the home. Despite the challenges, Louissaint is still among the lucky few who get this type of support.

Maccéllus cites the country's economic state as a hindrance to their ability to help more people. "Given the situation of the country today, we buy 7,500 [Haitian] gourdes' [about 55 United States dollars'] worth of water every week. To cook food, we use propane gas sold around 450 gourdes [3 dollars] per gallon. We have three stoves that rely on gas — 5,000 gourdes [37 dollars] lasts us barely four days, depending on the amount of food to cook per day," he says.

Their struggle to support this area, which is hard to access due to insecurity, puts them in a difficult situation. Since the assassination of President Jovenel Moïse in 2021, violence has intensified. Gangs now control more than 60% of the country's territory.

"We do not operate at full capacity due to lack of funds. We give food twice a day, so we can finish early, given that the home is in a zone that is prone to insecurity," Maccéllus says.

The shortened hours are to protect the safety of employees who commute.

Working as a choice?

Michel Acacia, sociologist and professor at the State University of Haiti, says the country has a situation where the informal sector is more important than the formal sector, leaving most workers with no fixed income. Most Haitians have to keep working, sometimes into old age, to sustain themselves, as they have few other options.

He says the problem must be addressed through macroeconomic structures.

"For those aged 60-65 that have worked for the government, working until this age is often a choice. For those that have worked in the informal sector, it's a necessity because there is no pension," he says.

Pension data, however, contradicts this claim.

Haiti lags behind in providing social safety nets for its population, with only 5.8% benefiting from any form of social protection. Shockingly, a mere 0.4% of persons above retirement age received pensions in 2020, based on the latest data from the International Labour Organization. In stark contrast, in neighboring Dominican Republic, 53.6% of the population benefits from social protection and 11.3% of people over the retirement age received pensions in 2020.

Elionor Devallon, deputy director of the social assistance fund under the Ministry of Social Affairs and Labor, says more than 9,000 vulnerable people over the age of 65 receive a subsidy of 2,000 gourdes (15 dollars) per month from the fund. This, however, still leaves thousands more with nowhere to turn.

Lazare Jean François has been the coordinator at the Foundation Rose Ferrier, an organization that has helped older people in Gressier, a part of Port-au-Prince, for seven years.

He explains that most older adults are economically defenseless and exposed to disease, and with the worsening socioeconomic situation, they do not even have the means to eat a meal a day.

"We do our best with what we have. We give them a food bundle once a month, and if possible, we take them to a doctor. We help those who are sick as much as we can, and when they die, we pay for part of their funeral. For their birthdays or other festive occasions, we organize outings with them," Jean François says. "Our mission is to be with them so that they can live out the last part of their lives in a dignified way."

Low pensions and a high proportion of informal workers

Economist Enomy Germain says there is no data on the number of older people who continue to work to support themselves (as those who have formal employment and a pension are few), but in the public sector, for example, some employees work past retirement age.

He explains that the reason "is that the state pension is too low," despite the fact that there is a legal provision for pensions in Haiti.

"Any public employee or civil servant in active service, having provided at least 10 years of service and suffering from an absolute incapacity to work, is entitled, regardless of age, to a pension equal to half of his or her salary without exceeding 12,500 gourdes [91 dollars]," the law states.

In 2017, the number of permanent civil servants was 81,948, of which 23,429 were women (28.6%) and 58,519 were men (71.4%).

Raphael Théoma Daniel is the director and head of public relations for the Haitian Office for Citizen Protection (OPC), a state agency for human rights.

He explains how, in other countries, the state has distinct plans for each age group: from birth to 18, when citizens enter the labor market, then from 18 to 65, when they have to prepare for retirement.



Paulena Pierre enters her home in Port-au-Prince, Haiti

But there is no such system in Haiti, making it harder for people as they age.

"The OPC is fighting for good governance and against corruption," Daniel says, "and if we are successful, we're sure that the state will be able to implement this system."

Daniel says there aren't enough retirement homes and most older people rely on their families. "Community homes are in poor condition and are very badly structured because the state has forgotten its people," he says.

Daniel says his organization has made proposals to the government, asking them to provide social protection for vulnerable people, as it's a human rights issue.

Despite the challenges she faces, Joseph hopes to celebrate her 100th birthday in seven years. "It's in a long time," she says, "but I hope God preserves my life."

Anne Myriam Bolivar is a Global Press Journal reporter based in Port-au-Prince, Haiti. Megan Spada, GPJ, translated this article from French. This story was originally published by Global Press Journal.

LA DOMINATION I
LOBBY PRO-



Manifestant devant la réunion annuelle de l'AIPAC à Washington, le 20 mars 2016. (Susan Melkisethian, Flickr, CC BY-NC-ND 2.0)

Par Cara MariAnna

[…] « Les États-Unis ne seront pas en mesure de faire face aux problèmes délicats du Moyen-Orient s'ils ne peuvent pas avoir une discussion sérieuse et franche sur le rôle du lobby israélien ». - John Mearsheimer et Stephen Walt.

Le mois dernier, alors qu'Israël commençait à accélérer sa campagne de bombardements sur Gaza, le président des États-Unis s'est assis avec le premier ministre israélien au début d'une réunion du cabinet de guerre israélien. Benjamin Netanyahu avait téléphoné à Joe Biden deux jours auparavant pour lui demander ce que le Times of Israel a appelé une 'visite de solidarité'.

Beaucoup de temps s'est écoulé depuis la visite de Joe Biden en Israël. L'atrocité de la campagne militaire israélienne menée sans discernement à Gaza est désormais largement reconnue comme constituant un génocide. La semaine dernière, des pays non occidentaux respectueux des principes - la Bolivie, le Chili, la Colombie et le Honduras - ont commencé à rompre leurs relations avec Tel-Aviv ou à rappeler leurs ambassadeurs. Depuis, cinq autres pays ont retiré leurs ambassadeurs d'Israël, dont l'Afrique du Sud, la Jordanie et la Turquie. Comme on peut s'en douter, l'ordre mondial a été perturbé.

Mais des questions demeurent. Que signifie la solidarité, comme le promet M. Biden, alors qu'Israël commet quotidiennement des crimes de guerre au vu et au su du monde entier ? Pourquoi les États-Unis, en violation du droit international et de tout ce qu'ils prétendent défendre, aident-ils et encouragent-ils le programme israélien de nettoyage ethnique à Gaza ? Pourquoi […] les États-Unis donnent-ils la priorité aux intérêts et à la sécurité d'Israël plutôt qu'aux leurs, tout en portant atteinte à leur crédibilité […] à l'étranger ?

Ces questions soulèvent la question du rôle de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). La politique étrangère des États-Unis s'aligne tellement sur l'agenda de l'AIPAC qu'il n'y a guère de distinction entre les deux. En fait, les États-Unis n'ont pas de politique étrangère indépendante qui reflète leurs propres intérêts en matière de sécurité en Asie occidentale.

En ce moment critique de violence, de souffrance humaine et de chaos, nous devons reconnaître que l'AIPAC, une agence non élue et techniquement non gouvernementale, exerce une influence excessive et totalement inappropriée sur les affaires mondiales ainsi que sur la politique américaine. Ce fait est très rarement mentionné dans nos grands médias. Nous pouvons d'ailleurs interpréter ce silence comme un signe […] du pouvoir de l'organisation.



Le secrétaire d'État américain John Kerry, assis en raison d'une jambe blessée, fait ses adieux au ministre iranien des Affaires étrangères Javad Zarif à Vienne, le 14 juillet 2015, après que Zarif a lu une déclaration sur l'accord nucléaire dans son farsi natal. (Département d'Etat)

L'influence de l'AIPAC sur la politique américaine, tant intérieure qu'extérieure, a été examinée à de nombreuses reprises. Il y a notamment les travaux de John Mearsheimer et Stephen Walt, dont le livre de 2008, The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy, constitue l'examen le plus approfondi du pouvoir de l'AIPAC dont nous disposons à ce jour. […]

Parmi les diverses activités de l'AIPAC, le lobbying occupe une place prépondérante. En tant que groupe de pression, il consacre ses efforts à s'assurer que la politique américaine en Asie occidentale

a) donne la priorité à l'endiguement des nations considérées comme hostiles à Israël, en particulier l'Iran, l'Irak et la Syrie,

b) empêche ces pays d'acquérir des moyens de dissuasion efficaces contre l'arsenal nucléaire d'Israël, et

c) exclut toute solution viable à la question palestinienne - une crise provoquée par la création de l'État d'Israël et la confiscation par la force des maisons et des terres des Palestiniens.

Envahir l'Irak et faire échouer l'accord sur le nucléaire iranien

Parmi les efforts les plus significatifs de l'AIPAC, on peut citer son implication dans le soutien du Congrès à l'invasion de l'Irak par George W. Bush en 2003. Comme l'a récemment rapporté Eli Clifton dans Responsible Statecraft, l'AIPAC a cyniquement répété 'l'affirmation erronée de l'administration Bush selon laquelle Saddam Hussein était de mèche avec Al-Qaïda'.

Dans The Israel Lobby, Mearsheimer et Walt citent la déclaration du directeur exécutif de l'AIPAC, Howard Kohr, au New York Sun en janvier 2003, deux mois avant l'invasion, dans laquelle il reconnaît que 'faire pression 'discrètement' sur le Congrès pour qu'il approuve le recours à la force en Irak' a été l'une des 'réussites de l'AIPAC au cours de l'année écoulée'. Fait troublant, comme le rapporte Clifton, l'AIPAC s'est depuis lors efforcé d'effacer des archives les preuves de son soutien à cette guerre impopulaire.

L'accord multipartite régissant les programmes nucléaires de l'Iran était une autre des principales cibles de l'AIPAC. En 2015, l'AIPAC a dépensé des millions pour tenter, en vain, de faire échouer l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé par le président Barack Obama,. Il s'agissait d'une étape importante vers la normalisation des relations avec l'Iran et la fin de décennies de sanctions paralysantes. Sans se laisser décourager, le lobby a continué à travailler pour saper l'accord après sa signature en juillet 2015.

Trouvant un allié dans l'ancien président Donald Trump - dont la campagne a été fortement financée par des membres du lobby pro-israélien opposés à l'accord sur le nucléaire iranien, notamment Robert Mercer et Sheldon Adelson - l'AIPAC a redoublé d'efforts, envoyant des milliers de lobbyistes au Congrès dans les mois qui ont précédé le retrait des États-Unis de l'accord, le 8 mai 2018. Ce fut l'un des premiers grands revirements politiques, et l'un des plus conséquents, de la présidence de Trump.

Le lobby israélien, dirigé par l'AIPAC, exerce une influence démesurée sur tous les discours gouvernementaux et les questions politiques liées à la souveraineté et aux droits des Palestiniens. Les voix qui soutiennent les Palestiniens ne sont presque jamais entendues au sein du gouvernement - une interdiction que l'AIPAC a cultivée pendant de nombreuses décennies. Toute critique d'Israël ou de l'AIPAC est qualifiée d'antisémite et rapidement sanctionnée.

La députée Ilan Omar, par exemple, a été démise de ses fonctions au sein de la commission des affaires étrangères au début de l'année 2023 pour des commentaires qu'elle avait faits sur Twitter et qui mettaient en cause 'les relations financières entre l'AIPAC ... et les membres du Congrès'.

Un récent article du Washington Post, intitulé 'In Israeli-Palestinian battle to sway Congress, only one side wins' (Dans la bataille israélo-palestinienne pour influencer le Congrès, un seul camp gagne), décrit le pouvoir inégal et inégalable de l'AIPAC sur le discours public et, en fin de compte, sur la politique américaine : *« Les groupes de pression pro-israéliens et les particuliers ont versé près de 31 millions de dollars aux candidats au Congrès américain au cours du cycle électoral de l'année dernière - plus de six fois les contributions que les candidats ont reçues du lobby des armes à feu - selon Open Secrets, une organisation à but non lucratif de Washington qui suit les données relatives au financement des campagnes électorales et au lobbying ».*



Mettre fin à la manifestation de l'Aide à Israël à Washington le 4 novembre lors de l'assaut israélien sur Gaza. (Actualités du Consortium)

Visite de Joe Biden en Israël

En gardant cette réalité à l'esprit - une réalité dangereuse étant donné le caractère extrémiste de l'AIPAC - examinons la visite de Joe Biden en Israël le mois dernier.

Depuis cette réunion du cabinet de guerre, Biden a prononcé deux discours, l'un à Tel Aviv le 18 octobre, l'autre à son retour à Washington, lorsqu'il s'est adressé à la nation le 20 octobre. Dans chacun de ces discours, le président a réitéré tous les points de discussion et les dogmes établis qui caractérisent depuis longtemps les relations entre les États-Unis et Israël, soutenant par là les priorités israéliennes.

Rien de nouveau n'a été proposé - aucune clarté morale, aucune vision nouvelle sur la manière de traiter le crime moral originel commis à l'encontre des Palestiniens lorsque leur patrie leur a été enlevée il y a 75 ans, un vol de terre qui explique le cycle de violence sans fin auquel nous assistons une fois de plus.

M. Biden s'est exécuté sur commande en Israël : Il a été appelé à Tel-Aviv et a répondu à l'appel, uniquement pour légitimer ce qui est profondément illégitime et pour fournir une couverture politique à Israël qui se retrouve de plus en plus isolé […].

Il a assuré Israël du soutien inconditionnel des États-Unis et a ensuite promis une nouvelle aide militaire de 14,3 milliards de dollars, qui vient s'ajouter à une enveloppe de 38 milliards de dollars sur dix ans engagée pendant les années Obama. En bref, Joe Biden a autorisé Israël à faire tout ce qu'il voulait, et c'est exactement ce qu'Israël fait, notamment en rasant la ville de Gaza et en débarrassant le nord du territoire de tous les Palestiniens.

Deux facteurs expliquent cet échec politique abject : Tout d'abord, et de toute évidence, ce président n'est pas capable de faire preuve d'un esprit d'État de l'ampleur requise. De plus, il professe une profonde affinité personnelle pour la vision sioniste - qu'Israël s'approprie toutes les terres de la Palestine biblique - et n'a aucune raison de faire autre chose que de s'aligner sur les intérêts d'Israël.

Plus important encore, et directement lié à mon propos, Biden en est un exemple presque parfait : La mainmise de l'AIPAC sur les élections, la politique et les politiciens américains empêche toute nouvelle réflexion et toute nouvelle politique. […]

Il ne devrait pas être difficile de ne pas voir la gravité, voire le péril, de la crise qui a suivi le 7 octobre en Asie occidentale. La région menace d'exploser et il n'y a pas de leadership à la hauteur aux États-Unis, en grande partie parce que leur politique étrangère a été façonnée par un groupe d'intérêt qui a travaillé pendant des décennies pour le compte d'une autre nation.

Le parti pris irréfléchi et pro-israélien de Washington a aveuglé les élites politiques américaines de telle sorte que personne à Washington, et certainement pas M. Biden ni le secrétaire d'État Antony Blinken, ne semble comprendre qu'un changement sismique du pouvoir mondial est en train de s'opérer.

[…] Les États-Unis se font sérieusement du tort en continuant à soutenir sans relâche une nation qui est si clairement hors de contrôle et qui a été reconnue par de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme comme un État d'apartheid. Soutenir Israël n'est plus dans l'intérêt des États-Unis, si tant est qu'il l'ait jamais été, et devient une responsabilité de plus en plus lourde.

Nous ne pouvons plus ignorer le rôle de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) dans tout cela. Il porte une responsabilité considérable dans ce bouleversement mondial […]

L'AIPAC et le massacre de Qibya en 1953

Fondé en 1954 sous le nom d'American Zionist Committee for Public Affairs (Comité sioniste américain pour les affaires publiques), l'AIPAC avait dès le départ une triple mission : promouvoir un programme pro-israélien au sein du gouvernement américain ; façonner l'opinion publique en faveur d'Israël ; resserrer les

DÉSASTREUSE DU
-ISRAÉLIEN



Donald Trump s'exprimant à l'AIPAC, Washington, D.C., le 21 mars 2015. (Lorie Shaull, Flickr, CC PAR 2.0)



Biden avec Netanyahu à Tel Aviv le 18 octobre. (Maison Blanche, domaine public)

rangs au sein de la communauté juive américaine, de manière à créer un front juif monolithique et uni, en censurant et en ostracisant tout juif qui critiquerait Israël, quoi qu'il fasse. Dès le départ, la mission de l'AIPAC devait donc être préjudiciable à la démocratie et à la politique américaine.

Le lobby pro-israélien tel que nous le connaissons aujourd'hui est apparu comme une réponse en termes de relations publiques à un massacre de Palestiniens dans le village de Qibya, il y a 70 ans […]. Doug Rossinow, un historien universitaire, a décrit les événements dans 'The dark roots of AIPAC, 'America's Pro-Israel Lobby", publié le 6 mars 2018 dans le Washington Post : *« …Le 15 octobre 1953, l'enfer s'est déchaîné. La nouvelle s'est répandue qu'une unité spéciale de l'armée israélienne avait frappé la Cisjordanie occupée par la Jordanie et commis un massacre dans le village palestinien de Qibya, tuant plus de 60 civils sans distinction, en représailles au meurtre d'une femme juive et de ses deux enfants en Israël dans la nuit du 12 octobre.*

Cette frappe reflétait la politique israélienne… Le Premier ministre David Ben-Gourion avait adopté une politique de représailles - des attaques militaires, intentionnellement disproportionnées, contre les populations arabes locales - en réponse à toute attaque de ce type. Après les tueries du 12 octobre, Ben-Gourion et ses principaux collaborateurs ont choisi la ville voisine de Qibya pour faire subir les représailles.

Le magazine Time a publié un compte rendu choquant des meurtres de masse délibérés, voire désinvoltes, perpétrés par des soldats israéliens à Qibya - 'avachis… fumant et plaisantant'. Le New York Times a publié de longs extraits d'une commission de l'ONU qui réfutait les mensonges israéliens sur l'incident ».

La réaction de Washington a été immédiate : L'aide à Israël a été suspendue. Au Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis ont soutenu une condamnation à l'encontre d'Israël. C'était pendant le premier mandat du président Dwight Eisenhower à la Maison Blanche. Aujourd'hui, toute réponse américaine de ce type aux violations israéliennes du droit international est inconcevable, ce qui témoigne du succès de l'AIPAC.

La politique de représailles asymétriques de Ben-Gourion est précisément ce qui se passe actuellement à Gaza. C'est la mise en œuvre d'une stratégie israélienne de longue date qui consiste à infliger un maximum de pertes aux Palestiniens pour les écraser et les soumettre ou, à défaut, les éliminer complètement. L'Amérique, il faut le noter, reste silencieuse.

C'est ce contexte historique que l'AIPAC a réussi à effacer du discours public et de la mémoire. Conséquence directe : lorsque le Hamas a lancé son attaque le 7 octobre, Israël a pu nier que ses propres politiques avaient contribué à créer les conditions qui ont préparé le terrain pour l'attaque du Hamas.

Cet effacement intentionnel de l'histoire permet au lobby israélien de déformer la perception du public, de sorte que la sympathie des Américains se porte sur Israël, tandis que les souffrances des Palestiniens restent largement invisibles.



L'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, au centre, a visité les frontières d'Israël avec Gaza et le Liban et a été informée par les commandants de Tsahal le 16 novembre 2021. Elle a également visité la batterie Iron Dome, le tunnel du Hezbollah et a tenu une réunion avec le ministre de la Défense Benny. Gantz dans le nord d'Israël. (Ambassade des États-Unis à Jérusalem, Flickr, CC BY 2.0)

Jurer fidélité

L'influence de l'AIPAC sur le processus politique américain et au sein des partis politiques est bien connue et bien documentée. Personne n'arrive à la Maison Blanche, et très peu sont élus au Congrès, sans jurer fidélité à Israël et au lobby américain d'Israël. Rares sont les hommes politiques qui restent en poste sans se plier aux exigences de l'AIPAC.

Le lobby dépense des millions de dollars pour promouvoir ses candidats favoris tout en sapant agressivement tous ceux qui expriment des critiques à l'égard d'Israël ou se préoccupent du sort des Palestiniens.

Il est évident que la politique étrangère et intérieure des États-Unis doit refléter et répondre aux intérêts de la sécurité américaine et aux besoins de son peuple, et non aux besoins d'Israël. Il n'est donc pas surprenant que l'une des principales caractéristiques de la propagande de l'AIPAC soit la fiction selon laquelle les intérêts des États-Unis s'alignent naturellement sur ceux d'Israël.

Pour renforcer cette idée, l'AIPAC envoie régulièrement de nouveaux représentants du Congrès en Israël, où ils rencontrent des représentants du gouvernement dans le cadre d'un processus d'endoctrinement pro-israélien visant à garantir un soutien politique, financier et militaire continu de la part des États-Unis. En réalité, le soutien non critique des États-Unis à Israël a longtemps enragé le monde arabe […].

L'influence de l'AIPAC s'étend profondément aux branches législatives et exécutives du gouvernement américain, aux groupes de réflexion américains, aux élites de la politique étrangère, aux médias d'entreprise et au monde universitaire - un phénomène largement étudié et documenté par Mearsheimer et Walt. Dans un document de travail publié en 2006 sous le même nom que leur livre et disponible ici, les auteurs s'expriment ainsi : *« … Sans la capacité du lobby à travailler efficacement au sein du système politique américain, les relations entre Israël et les États-Unis seraient bien moins fortes qu'elles ne le sont aujourd'hui ».*

Dix-sept ans plus tard, cette affirmation apparaît comme un véritable euphémisme. Le lobby pro-israélien dirige effectivement la politique étrangère des États-Unis en Asie occidentale et achemine des milliards de dollars vers Israël pour soutenir un programme sioniste raciste - un système d'apartheid, selon l'ONU et Amnesty International - qui affaiblit les États-Unis, sape notre politique intérieure et notre bien-être, et déstabilise toute la région.

Voici à nouveau Mearsheimer et Walt : *« Si l'impact du lobby se limitait à l'aide économique américaine à Israël, son influence ne serait pas si inquiétante. L'aide étrangère est précieuse, mais elle n'est pas aussi utile que le fait que la seule superpuissance du monde mette ses vastes capacités au service d'Israël. En conséquence, le lobby a également cherché à façonner les éléments essentiels de la politique américaine au Moyen-Orient. Il a notamment réussi à convaincre les dirigeants américains de soutenir la répression continue des Palestiniens par Israël et de s'en prendre aux principaux adversaires régionaux d'Israël - l'Iran, l'Irak et la Syrie ».*

Aujourd'hui, le soutien des États-Unis à la destruction brutale de Gaza par Israël - son projet de nettoyage ethnique, pour lequel les États-Unis sont désormais complices de crimes de guerre et de génocide - est largement dû à des décennies d'efforts de lobbying de l'AIPAC, en particulier au sein du Congrès. L'influence de l'AIPAC est telle qu'elle a impliqué les États-Unis dans un crime révoltant contre l'humanité qui sapera presque certainement la sécurité américaine à l'intérieur du pays et à l'étranger, puisqu'il menace de s'étendre à un conflit régional. Aucun lobby ne devrait avoir un tel pouvoir.

Il est très difficile de critiquer Israël et la politique américaine qui lui est favorable, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la couverture médiatique des événements en Asie occidentale a longtemps été orientée en faveur d'Israël, de sorte qu'il est presque impossible d'obtenir des informations impartiales de la part des sources d'information traditionnelles.

Par ailleurs, comme je l'ai déjà mentionné, le contexte historique entourant le conflit a été effacé par la presse et dans la mémoire du public. Enfin, l'une des stratégies les plus cyniques de l'AIPAC consiste à qualifier d'antisémite toute personne qui critique Israël - une accusation qu'elle utilise habituellement et manifestement pour censurer et faire taire les dissidents.

Empêcher une résolution

Tout ce que j'ai décrit ici a rendu impossible la possibilité pour les Palestiniens d'avoir une patrie sûre, qu'il s'agisse d'une solution à un ou deux États. Tant que cette question fondamentale ne sera pas résolue, toute la région restera instable […]

Pour que les choses changent, les États-Unis ont besoin d'une pensée, d'une vision et d'un programme de politique étrangère entièrement nouveaux en ce qui concerne l'État d'Israël et l'Asie occidentale. Cela ne sera possible que lorsque l'AIPAC perdra l'influence qu'il exerce actuellement sur les élus et les élites politiques américains - et en fait à tous les niveaux à Washington, dans les médias et dans le monde universitaire […].

Il est temps de conclure que l'AIPAC doit être brisé. La paix en Asie occidentale et un ordre stable ailleurs dépendent de ce projet.

La voie à suivre, telle que je la conçois, est double :

Premièrement, il faut maintenir une lumière vive sur les crimes de guerre d'Israël et sur sa politique d'apartheid établie de longue date.

Deuxièmement, et dans le même ordre d'idées, l'histoire qui a été effacée doit être ressuscitée - l'histoire du sionisme, de la fondation d'Israël et de la violence soutenue et systémique perpétrée à l'encontre du peuple palestinien.

Parallèlement, les États-Unis doivent accepter la présence historique et l'influence du sionisme chrétien, un mouvement qui soutient l'influence de l'AIPAC en permettant l'expansion des colonies israéliennes illégales.

Le projet que je décris n'est en aucun cas facile à réaliser. Il nécessitera une campagne acharnée et soutenue : sur les médias sociaux, au sein du journalisme indépendant et dans l'arène politique, un projet capable d'atteindre profondément la société et la politique américaine.

C'est un effort que chacun d'entre nous peut entreprendre en fonction de ses capacités et de son influence. Il faudra notamment du temps et du courage, y compris le courage de risquer d'être accusé d'antisémitisme.

En fin de compte, c'est peut-être le comportement d'Israël lui-même qui finira par briser l'influence de l'AIPAC. Les gens du monde entier, y compris en Amérique, peuvent voir par eux-mêmes, aujourd'hui aussi clairement qu'après le massacre de Qibya en 1953, que le comportement d'Israël n'est ni rationnel ni juste et qu'il constitue un programme intentionnel de nettoyage ethnique.

Par-dessus tout, l'Amérique - et les Américains ordinaires - doivent retrouver une perspective plus équilibrée et plus critique à l'égard d'Israël, une perspective qui prévalait correctement avant l'avènement de l'AIPAC.

Consortium News
13 novembre 2023
Traduit par Douma Djib
Le Grand Soir 18 novembre 2023



Le deuxième gentleman Doug Emhoff, deuxième à droite face à la caméra, et des hauts fonctionnaires de la Maison Blanche rencontrent un groupe de dirigeants de la communauté juive dans la salle des traités indiens de la Maison Blanche, le 11 octobre, pour exprimer leur soutien à Israël après les attaques du Hamas du 7 octobre. . (Maison Blanche, Oliver Contreras)

Ne pleurez pas l'Argentine. Elle ne mérite pas vos larmes



Pour sa bouffonnerie politique, Javier Milei pourrait être contraint d'affronter la sanction des forces armées argentines, toujours vivantes, qui ont un bilan respectable en matière d'intervention pour maîtriser les politiciens civils indisciplinés, bien qu'elles ne fassent pas toujours preuve des compétences nécessaires pour redresser les dégâts laissés par les premiers.

Par Stephen Karganovic

L'Argentine a fait son choix et do it maintenant affronter courageusement les conséquences de son propre choix, écrit Stephen Karganovic.

Le second tour de l'élection présidentielle argentine a abouti à un résultat que beaucoup de ceux qui se soucient encore de l'Argentine considéreront comme regrettable. Mais il ne manquera pas non plus d'observateurs sensés pour considérer ce résultat comme quelque peu suspect.

Le vainqueur apparent est un homme politique « libertaire », Javier Milei. Excentrique et peu rigoureux, Milei est difficile à classer d'un point de vue idéologique. Il semble enthousiaste à l'idée de cloner ses chiens décédés, et lui-même semble être une personnification clonée des aspects les plus odieux du mouvement libertarien américain. Le libertarianisme, dans son inspiration, est aussi nord-américain que les mormons dans le domaine de la religion et tout aussi superficiel en termes de substance philosophique. Il reste à voir si Milei se révélera être un idéologue cohérent des doctrines libertariennes nébuleuses qu'il professe, auquel cas le Requiem pour l'Argentine devrait commencer à être composé sans tarder.

Cependant, si Milei a ne serait-ce qu'une once de pragmatisme dans le corps, il sera obligé, très rapidement après son investiture en décembre, de passer à la vitesse supérieure ou de faire face à la colère du public qu'il a trompé avec ses promesses messianiques irresponsables.

Pire encore, pour sa bouffonnerie politique, il pourrait également être contraint d'affronter la sanction des forces armées argentines, toujours vivantes, qui ont un bilan respectable en matière d'intervention pour maîtriser les politiciens civils indisciplinés, bien qu'elles ne fassent pas toujours preuve des compétences nécessaires pour redresser les dégâts laissés par les premiers.

Il ne fait aucun doute que l'Argentine est actuellement plongée dans l'un de ces imbroglios dans lesquels elle descend cycliquement. Les solutions proposées par le charlatan ont été sagement rejetées par les citoyens au premier tour des élections, limitant Milei à environ 30 % des voix. Mais la rhétorique de Milei au second tour a dû être irrésistiblement convaincante. Au second tour, il a recueilli 55 % des voix, ce qui est remarquable (on peut raisonnablement se demander si les populaires machines à compter les voix de Dominion, après leurs excellentes performances en 2020, ne se sont pas retrouvées en Argentine).

L'une des solutions brillantes de Milei, à savoir l'abolition du peso argentin et son remplacement par le dollar américain, pourrait bientôt venir hanter le peuple argentin. Il serait intéressant d'entendre Milei expliquer comment la suppression de la monnaie nationale, aussi fragile soit-elle mais toujours capable de se rétablir si l'on applique des politiques financières correctes, et sous le contrôle du gouvernement émetteur, tout en la remplaçant par une monnaie étrangère en déclin sous le contrôle d'intérêts extérieurs, contribuerait à remédier aux problèmes de l'Argentine. L'idéologie libertarienne autorise-t-elle la souveraineté nationale ? Milei est-il informé qu'il n'y a pas si longtemps, l'Équateur a abandonné sa monnaie nationale au profit du dollar, mais que pour le peuple équatorien, l'expérience s'est traduite dans l'ensemble par plus d'inconvénients économiques que d'avantages ? Pourquoi le résultat serait-il différent en Argentine, à un moment où le dollar perd son statut de monnaie de réserve et perd rapidement de sa valeur, bien plus que lorsque l'Équateur a été conduit sur ce chemin de traverse ?

En outre, Milei, qui a la réputation d'être un économiste, a-t-il remarqué une tendance financière mondiale qu'un Jeffrey Sachs repenti a appelée par son nom correct, la « dédollarisation », et cette tendance visible a-t-elle eu un impact sur sa réflexion et son choix de remèdes aux maux financiers de l'Argentine ? Il y a peu de preuves que ce soit le cas ou que les avertissements des experts économiques aient influencé la formulation des politiques proposées par Milei. En fin de compte, avec leur nouvelle monnaie de pacotille en main, les Argentins se souviendront peut-être avec nostalgie de leur inflation actuelle, qui n'est que de 143 %. Il est tout aussi probable qu'ils considèrent avec colère le joueur de flûte pour lequel beaucoup d'entre eux ont voté.

Milei ne semble pas non plus conscient de l'autre effondrement majeur qui se produit dans le monde contemporain, celui du système unipolaire dont il souhaite lier la fortune de son pays à la monnaie en péril, ce qui suggère qu'en fait, El Clarín est peut-être sa principale source d'information politique. Contrairement à tous les postulats de prudence (et, selon certains, de bon sens), Milei a annoncé qu'en tant que président, il avait l'intention de revenir sur l'adhésion de l'Argentine aux BRICS. L'engagement public en faveur de cet objectif politiquement contre-intuitif suggère que Milei pourrait être plus qu'un simple enthousiaste libertaire excentrique et qu'il pourrait en fait être un personnage délibérément inséré dans le jeu mondial pour promouvoir un programme géopolitique beaucoup plus sérieux et perturbateur.

Rares sont ceux qui se souviennent aujourd'hui que l'Argentine n'a pas toujours été l'homme malade de la pampa et qu'il y a plus de cent ans, elle rivalisait avec les États-Unis en termes de puissance économique et d'attractivité en tant que destination de choix pour les immigrants européens. Ses perspectives autrefois brillantes ont été réduites à néant par la combinaison de la corruption et de la bêtise de son élite et de l'idiotie de sa population choyée.

Le déclin et la chute de l'Argentine ont reflété à bien des égards la chute de l'Ukraine, autrefois l'une des républiques les plus progressistes et les plus prospères de l'Union soviétique. L'Argentine, comme l'Ukraine, a été jetée sous le bus par son élite cupide, agissant également pour des motifs égoïstes de gains matériels à court terme et se plaçant dans une situation de soumission volontaire à des mécènes étrangers, principalement britanniques dans le cas de l'Argentine, et à leur culture éblouissante. La population embobinée a suivi le mouvement dans son ignorance.

Les tribulations des deux pays, loin d'être le résultat d'une nécessité objective, sont le résultat évitable de choix insensés faits conjointement par l'élite dirigeante et ses sujets tout aussi irresponsables que soient les machines à compter les voix qui ont été utilisées, l'Argentine a apparemment fait son choix et doit maintenant affronter courageusement les conséquences de son propre choix. Il n'y a aucune raison particulière de verser des larmes pour elle, pas plus qu'il n'y a de raison de pleurer sur le destin tragique de son image suicidaire en Europe de l'Est.

Culture stratégique
22 novembre 2023
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 26 novembre 2023

Ne jamais oublier Julian Assange



Par John SHIPTON

On ne parle plus trop de lui, mais il continue de mourir à petits feux, détenu illégalement dans la prison la plus dure du Royaume-Uni. Au mépris de tout droit humain.

Un entretien repris du site LVSL.

Depuis la prison londonienne de Belmarsh (parfois qualifiée de « Guantanamo britannique »), Julian Assange attend le verdict des autorités judiciaires de Grande-Bretagne. Reclus depuis 2019, il vit sous le risque d'une extradition vers les États-Unis. Tandis que les Nations-Unies alertent sur la « torture » que constitue sa détention, un mouvement citoyen mondial plaide pour sa libération. Depuis plusieurs années, LVS analyse le cas de ce prisonnier politique occidental. Nous rencontrons John Shipton, le père de Julian Assange et un militant actif de la cessation des des poursuites engagées contre lui.

LVSL – Parlons en premier lieu de la situation judiciaire de Julian Assange : pourriez-vous la résumer ? Que pouvez-vous attendre de la justice britannique et des instances internationales.

John Shipton – Julian a requis une audience en appel. Cette demande est actuellement en cours d'examen par un panel composé de deux juges de la Haute Cour, qui devraient rendre leur décision sous peu. Reste à voir si l'appel sera autorisé ou non.

Ensuite, l'affaire sera portée devant la Cour européenne des droits de l'homme, qui examinera le dossier et rendra une décision. Il appartiendra ensuite au Royaume-Uni de prendre en considération cette décision, bien que rien ne l'y contraigne. Quant à l'extradition vers les États-Unis, le gouvernement britannique pourrait choisir de l'effectuer directement. Voilà où nous en sommes.

En ce qui concerne mon avis sur le système judiciaire britannique et l'application de la loi au Royaume-Uni, j'en suis très critique, et je m'attends à rien de moins qu'à de nouvelles distorsions de la procédure légale visant à faciliter la demande américaine [NDLR : l'affaire Assange a été caractérisée par la violation de plusieurs droits de la défense, et de multiples conflits d'intérêts du côté de la justice britannique].

LVSL – Comment expliquez-vous cette attitude de la part du système judiciaire britannique ?

JS – Il est souvent dit, parmi les partisans de Julian Assange, que le Royaume-Uni agit comme un satellite des États-Unis. À mon avis c'est inexact. Il a été établi lors du procès de Nuremberg que lorsque l'on commet un crime, on ne peut se défausser en plaidant l'action sous la contrainte extérieure. On est responsable de ses actes, quel que soit l'instigateur. Cette logique s'applique au Royaume-Uni.

Le pays est responsable des manœuvres visant à déformer la procédure légale, à manipuler les preuves et à collaborer avec l'autorité de poursuite suédoise et le Service de poursuites judiciaires de la Couronne pour maintenir Julian à l'ambassade aussi longtemps que possible, dans le but de permettre aux États-Unis de préparer leur acte d'accusation. [NDLR : avant d'être emprisonné à Belmarsh, Julian Assange, sous le coup d'une demande d'extradition vers la Suède, s'était réfugié dans l'ambassade d'Équateur à Londres. La Grande-Bretagne avait alors refusé de lui garantir une garantie de non-extradition vers un pays tiers, et avait fait pression sur l'Équateur pour qu'Assange soit expulsé de l'ambassade]

LVSL – Pensez-vous que la situation pourrait évoluer au sein du pouvoir britannique, notamment si les conservateurs perdent les élections dans quelques mois ? Attendez-vous quelque chose du Parti travailliste, ou estimez-vous qu'un consensus bipartisan prévaudra sur cette question ?

JS – À l'époque où le Service des poursuites de la Couronne conspirait avec les autorités suédoises pour empêcher Julian d'utiliser les accords d'entraide entre la Suède et le Royaume-Uni, le chef du Service des poursuites de la Couronne s'appelait…Keir Starmer. Aujourd'hui, il s'appelle Sir Keir Starmer et dirige le Parti travailliste. Il est tout à fait extraordinaire – persécution de Julian Assange mise à part – de voir un membre de la noblesse à la tête du Parti travailliste britannique.

Ces Services des poursuites de la Couronne avaient intentionnellement été entreprises pour lui nuire. Ce qu'est devenu le Parti travailliste relève de la sinistre farce.

LVSL – En ce qui concerne les États-Unis, avez-vous constaté une différence d'approche avec l'élection de Joe Biden ? Ou vos relations avec l'administration Biden ont-elles été les mêmes qu'avec la précédente ?

JS – Nous n'avons eu aucun contact avec l'administration Trump. En janvier 2021, nous nous sommes rendus à Washington et à New York, en attendant que la nouvelle administration prenne ses fonctions. Nous avions pris contact avec elle par le biais de la Division des droits de l'homme, qui nous a demandé de patienter jusqu'après l'inauguration pour envisager une rencontre. Après quelques semaines sans nouvelles, nous avons quitté les États-Unis avec la ferme intention d'y revenir, tout en évitant de chercher un contact public. Notre objectif était de mobiliser les soutiens parmi les militants, la classe intellectuelle et les citoyens ordinaires.

LVSL – Récemment, de nombreux responsables australiens ont publiquement soutenu Julian Assange – ce qui a été une surprise, car depuis le début de l'affaire, l'Australie ne s'est pas illustrée par sa promptitude à prendre la défense de son ressortissant. Comment interprétez-vous ces prises de position publiques ?

JS – J'en reviens à mon idée initiale concernant l'importance des citoyens ordinaires. Depuis 2006, nous travaillons en Australie pour les mobiliser. En conséquence, le soutien parmi la population australienne atteint maintenant les 88 %. Ainsi, environ la moitié du corps parlementaire rallie notre cause.

Les parlementaires agissent parfois de manière opportuniste. Lorsqu'ils semblent ne plus pouvoir répondre aux préoccupations de leurs électeurs, ils nous apportent leur soutien, car nous jouissons d'un large appui électoral. Dans l'idéal, en démocratie, le corps parlementaire devrait répondre aux préoccupations de l'électorat et les porter au Parlement. Dans le cas présent, c'est le cas.

LVSL – Pour en revenir aux États-Unis, certains sondages ont également montré que Julian Assange bénéficie d'un soutien public non négligeable. Les autorités américaines n'agissent donc pas sous la pression d'une opinion publique qui lui serait hostile, mais d'intérêts larvés. Avez-vous identifié quels sont-ils ?

JS – Non. Jusqu'à présent, nous n'avons assisté qu'à des efforts visant à extrader Julian au sein des institutions occidentales – que l'on parle du Service de poursuites de la Couronne ou de l'autorité suédoise de poursuite. Nous sommes toujours confrontés à l'opacité des institutions, des comités qui se réunissent, et des membres de ces comités chargés de mener la persécution et la poursuite de Julian. Nous n'avons aucune idée de l'identité de ces intérêts.

LVSL – Dans le contexte géopolitique actuel d'intensification du conflit israélo-palestinien, des documents révélés par Wikileaks ont refait surface sur les réseaux sociaux – notamment un, datant de 2007, qui établit que le chef des services secrets israéliens se déclarait « heureux » de l'idée d'une victoire du Hamas à Gaza, car cela « permettrait de traiter [la Bande de Gaza] comme un État hostile ». Que diriez-vous de l'utilité d'une organisation comme Wikileaks à la lueur des événements au Proche-Orient ?

JS – WikiLeaks joue un rôle

suite à la page(16)

Combattre le capitalisme, combattre l'impérialisme par tous les moyens nécessaires



Dedan Kimathi, leader de la guerre de libération du Kenya, qui a dirigé le Mau Mau pendant la lutte contre la colonisation britannique dans les années 1950.

Par Shiraz Durrani*

La lutte des peuples du Sud est passée par de nombreuses phases en réponse à la nature changeante de l'ennemi auquel ils sont confrontés. L'ennemi des peuples a revêtu différents masques à différentes périodes de l'histoire. Le colonialisme s'est présenté comme le sauveur des indigènes ; le capitalisme a caché sa véritable nature en se présentant sous le slogan de la "liberté de choix" ; l'impérialisme a été présenté comme une lutte contre le terrorisme et, ce qui est peut-être le plus important, la dictature de la bourgeoisie a été présentée comme une "démocratie". Face à ces déguisements, les exploités et les opprimés ont également dû changer de tactique : anticolonialisme à un moment donné, anti-néocolonialisme et anticapitalisme à un autre, anti-impérialisme à tout moment. Leurs luttes ont été accompagnées de slogans appropriés pour guider et inspirer les gens. Ils ont notamment lancé des appels tels que Travailleurs du monde, unissez-vous ! Vous n'avez rien à perdre que vos chaînes ! À l'époque de la naissance de l'URSS, Lénine a défini la nécessité comme suit : *Nous sommes confrontés à des problèmes qui ne peuvent être résolus par des conférences ou des congrès (même des congrès de soviets), mais exclusivement par les peuples, par les masses, par la lutte du peuple armé.*

Mao a ajouté à cette riche histoire de la lutte pour le socialisme et le communisme la pensée suivante : *Les révolutions et les guerres révolutionnaires sont inévitables dans une société de classes, et sans elles, il est impossible d'accomplir le moindre progrès dans le développement social et de renverser les classes dirigeantes réactionnaires, et donc impossible pour le peuple de conquérir le pouvoir politique.*

Plus récemment, Fidel Castro, Ho Chi Minh, Kim Il Sung, Che Guevara et d'autres révolutionnaires du monde entier ont ajouté leur voix à la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Malcolm X a popularisé l'expression "By Any Means Necessary" (par tous les moyens nécessaires) et, à une époque, on l'entendait partout dans le monde dans lequel les gens défiaient l'impérialisme.

Des sentiments similaires sont apparus dans presque toutes les luttes. Au Kenya, le plus connu est peut-être celui associé à Dedan Kimathi, "*Il vaut mieux mourir sur ses pieds que vivre sur ses genoux*". Mau Mau a enflammé la lutte de la classe ouvrière en réclamant la terre et la liberté. Sa méthode pour y parvenir - la résistance armée - est devenue le symbole de la lutte anti-impérialiste dans le monde entier. Un autre appel du Kenya a montré qu'aucun droit ne peut être obtenu sans lever les armes dans la lutte.

Alors que la voix des peuples dans ces slogans et dans d'autres écrits a dynamisé la lutte anti-impérialiste et lui a donné un fondement idéologique, l'impérialisme n'est pas resté silencieux. Il a résisté à toutes ces pensées et initiatives. Remarquez comment il a fait disparaître la République populaire démocratique de Corée de la conscience des gens - c'est comme si elle n'existait plus. Lorsqu'elle est autorisée à exister, elle est montrée comme un exemple négatif et comme une société "ratée".

Il n'y a pas que les pays qui ont ainsi "disparu". L'histoire de la résistance des peuples et de leurs luttes est également effacée, supprimée. Il en va de même pour les idées sur la manière de lutter. On n'entend plus l'appel "Par tous les moyens nécessaires". On oublie aussi les conseils de Mao : "Le pouvoir politique sort du canon d'un fusil". L'impérialisme y parvient par un certain nombre de moyens. Pris un par un, ils ne semblent pas si sérieux ; pris dans leur ensemble, ils montrent un modèle bien élaboré de création d'un monde impérialiste sans résistance.

Le premier outil est économique. L'impérialisme utilise son contrôle financier sur les nations et au niveau mondial via le FMI, la Banque mondiale et l'OMC pour s'assurer que les travailleurs sont maintenus à la limite de l'existence et totalement immergés dans leur lutte pour survivre et obtenir de la nourriture, des vêtements, un logement, des soins médicaux pour eux-mêmes et leurs familles. Cela ne leur laisse ni le temps ni l'énergie pour s'organiser, résister ou avoir des pensées anticapitalistes et anti-impérialistes. L'imposition d'un leadership et d'un gouvernement compradore dans les pays du Sud permet ensuite à ces organisations financières d'imposer leur loi pour réprimer davantage les travailleurs. ActionAid (2023) résume le fonctionnement de la finance impérialiste :

L'insistance du FMI pour que les pays donnent la priorité au remboursement de la dette, plutôt que de chercher une solution systémique à la dette, est un obstacle majeur aux dépenses pour la santé, l'éducation et l'action climatique. Dans le monde, six milliards de personnes sont aujourd'hui soumises à l'austérité, en grande partie à cause de la réticence du FMI à admettre que son modèle économique a échoué.

Non, son modèle économique n'a pas échoué. Il a atteint exactement ce qu'il voulait atteindre : l'appauvrissement des travailleurs et le transfert de leurs richesses aux puissances impérialistes. Il a créé des divisions de classe qui garantissent que la bourgeoisie compradore de chaque pays peut compter sur elle pour exécuter les ordres de l'impérialisme. Les peuples n'ont aucun pouvoir dans ce contexte.

Pourtant, les gens sont têtus. Malgré toutes les difficultés créées par l'impérialisme, ils continuent à s'organiser, à s'unir et à résister. L'impérialisme interdit donc toute organisation susceptible de devenir un facteur central d'unification. Les principales cibles sont les syndicats, les partis politiques progressistes et les organisations sociales. Mais cela ne suffit pas à tuer la résistance. L'impérialisme apporte alors sa solution éprouvée : assassiner les principaux dirigeants qui sont essentiels au développement idéologique et politique des peuples. Patrice Lumumba, Mouammar Kadhafi et Pio Gama Pinto en sont les exemples les plus clairs.

Lorsque toutes ces mesures échouent, l'impérialisme a le dernier mot : il utilise des forces armées et des forces de police formées, armées et guidées pour servir ses intérêts au détriment de ceux des travailleurs. Les massacres, les meurtres de masse et les politiques de "tirer pour tuer" ne sont pas des incidents isolés. Ils font partie de la politique globale de l'impérialisme, dirigée depuis Washington, Londres, Paris et Berlin et mise en œuvre par leurs dirigeants compradores locaux. Leur façon de voir le monde et de penser est ensuite imposée par le biais des médias de masse, de l'éducation et, désormais, des médias sociaux. Il est alors facile de faire croire aux gens qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme et à l'impérialisme. Les idées sur le socialisme sont soit interdites, soit, lorsqu'elles le sont, présentées de la manière la plus négative qui soit. Les "échecs" du socialisme sont comparés aux "succès" du capitalisme, alors même que des personnes sont tuées et mutilées par les politiques du monde capitaliste.

Les guerres culturelles contre les peuples sont l'arme silencieuse de cette bataille permanente entre le capitalisme et le socialisme. Le capitalisme a besoin de tuer la conscience de classe des gens et la culture est l'arme de choix.

Les méthodes de l'impérialisme doivent être comprises avant de construire une résistance efficace. D'une part, l'impérialisme crée ce que l'on appelle un État défaillant lorsqu'il envahit et détruit un pays, son infrastructure sociale et physique. La voie est alors libre pour trouver de nouveaux "dirigeants" qui sont ouverts aux conseils et aux prêts du FMI et de la Banque mondiale pour reconstruire le pays détruit par l'impérialisme. Il s'agit d'un modèle dépourvu de politique de résistance, qui ne fait que dépendre de l'impérialisme pour sa survie. Pensez à la Somalie et à la Libye comme premiers exemples, parmi beaucoup d'autres.

Outre la stratégie de l'"État défaillant", l'impérialisme organise de "petites" guerres dans de nombreux pays, en utilisant les forces armées qu'il a formées et équipées, ainsi que l'extrême droite qu'il a toujours nourrie. Pendant que les gens sont occupés à éteindre ces petits incendies, l'impérialisme est libre de privatiser et de prendre le contrôle des institutions et des services sociaux. Les petits incendies rapportent gros, en plus de l'augmentation des ventes d'armes pour l'industrie de l'armement.

Pourtant, l'impérialisme n'a pas abandonné la conquête coloniale à l'ancienne et les massacres de populations locales. Cette fois-ci, il utilise "Israël" qu'il a créé pour s'emparer de la Palestine. Israël" est alors libre de perpétrer des génocides, des massacres et d'exiler les Palestiniens, y compris les enfants et les femmes. Dans le monde entier, les gens sont occupés par des appels au cessez-le-feu alors que le génocide, les destructions d'hôpitaux, d'écoles et d'infrastructures se poursuivent. Personne n'a le temps de voir les mains du capitalisme et de l'impérialisme derrière le génocide et la destruction de la Palestine.

Dans cette situation de résistance aux "États défaillants", aux génocides et aux "petites guerres", l'énergie des gens se dissipe. Leurs émotions sont épuisées. Ils n'ont plus de temps ni d'énergie pour résister aux attaques incessantes de leurs dirigeants compradores et à l'austérité imposée par le FMI qui conduit les gens au chômage, à la clochardisation et aux banques alimentaires. Le capitalisme et l'impérialisme observent la scène à bonne distance de toute cette agitation qu'ils ont créée et rient jusqu'aux banques offshore. La vie des gens est ruinée, mais les industries financières et de l'armement se portent bien. Le capitalisme et l'impérialisme sont en bonne santé.

Par tous les moyens nécessaires

Le plus grand dommage causé par l'impérialisme est peut-être de fermer l'esprit des gens à la résistance en reléguant à la poubelle l'idée d'une résistance par "tous les moyens nécessaires". Si l'on en entend si peu parler aujourd'hui, c'est en raison de la propagande constante selon laquelle ces méthodes ne sont plus nécessaires. La démocratie parlementaire, la liberté de pensée et de réunion, la liberté de la presse, l'éducation moderne rendent "tous les moyens" inutiles, dit la propagande.

Mais en fermant la porte à "tous les moyens nécessaires", on ferme aussi la porte à la résistance du peuple. Imaginez que les bolcheviks, les partis communistes de Chine et du Viêt Nam aient abandonné la résistance armée, que le Mau Mau ait abandonné la résistance armée en faveur de la méthode antérieure consistant à demander au colonialisme des terres et la liberté, que les mouvements de guérilla à Cuba et ailleurs aient accepté que la résistance armée n'est pas nécessaire. Il n'y aurait pas eu de révolutions, pas de socialisme dans le monde. Le capitalisme aurait triomphé totalement.

Pourtant, les classes dirigeantes de tous les pays capitalistes sont armées jusqu'aux dents, y compris avec des armes biologiques et atomiques. Elles sont armées et prêtes à utiliser ces armes contre les peuples. Dans cette situation, les peuples ne peuvent pas résister à l'exploitation et à l'oppression en excluant les armes clés de la résistance armée contre un ennemi armé.

L'expression "par tous les moyens" n'implique pas nécessairement la résistance armée, bien qu'elle l'inclue. Les nouvelles et anciennes méthodes de résistance, y compris la résistance armée, doivent être combinées et développées pour répondre aux nouveaux défis. Aujourd'hui, l'impérialisme est devenu plus puissant et la résistance armée à l'ancienne doit être actualisée. Dans le même temps, il est aujourd'hui plus faible à d'autres égards et la résistance doit s'attaquer à ses faiblesses. Nous vivons une époque difficile, mais c'était aussi le cas lorsque les esclaves se sont battus pour leur liberté, lorsque l'URSS et la République populaire de Chine sont nées, lorsque la résistance vietnamienne a vaincu la France et les États-Unis, lorsque les Mau Mau ont mené leurs guerres depuis les forêts et les villes. En réalité, la résistance dispose aujourd'hui de plus d'armes et de libertés pour développer une forte unité idéologique au sein de la population. La première étape consiste à refuser d'accepter les restrictions impérialistes sur ce qui est, et ce qui n'est pas, approprié pour notre lutte. Se libérer des prisons mentales créées par le capitalisme et l'impérialisme ouvre de nouvelles voies vers la liberté et fournit de nouvelles (et anciennes) armes dans cette intense lutte de classe contre le capitalisme et l'impérialisme.

Notre appel dans cette guerre est de combattre le capitalisme, de combattre l'impérialisme. Par tous les moyens nécessaires. Nous n'avons rien d'autre à perdre que nos chaînes !

*Shiraz Durrani est un exilé politique kenyan vivant en Grande-Bretagne. Il a travaillé à l'Université de Nairobi ainsi que dans plusieurs bibliothèques publiques de Grande-Bretagne. Il a ensuite enseigné à la London Metropolitan University. Ses écrits sur le Kenya et sur la politique de l'information s'appuient sur ses expériences de la politique clandestine kenyane et sur son travail dans les bibliothèques publiques et ses conférences en Grande-Bretagne.

Countercurrents
22 Novembre 2023
Traduction Bernard Tornare
27 Novembre 2023

L'alliance Niger-Burkina-Mali se réaffirme



De gauche à droite : le président Assimi Goïta du Mali, Le général Abdourahamane Tiani, président du Niger et le Capitaine Ibrahim TRAORE, président du Burkina Faso

Le général Abdourahamane Tiani, président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) et premier dirigeant de fait du Niger, s'est rendu au Mali ce 23 novembre 2023, avant de se rendre à Ouagadougou. C'est la première sortie du général Tiani hors du Niger depuis qu'il a pris le pouvoir le 26 juillet. Une visite « d'amitié et de travail », qui ne durera que quelques heures, selon les autorités maliennes de transition. Il a atterri à Bamako un peu avant 10h, heure locale, ce jeudi. Il a eu les honneurs du tapis rouge et a été accueilli à sa descente d'avion par le colonel Assimi Goïta, le président malien de transition.

De plus, le Président de la Transition, Chef de l'Etat le Capitaine Ibrahim TRAORE, a eu un tête-à-tête en début de soirée avec le Président du Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie, Chef de l'Etat du Niger, le Général de Brigade Abdourahamane TIANI, en visite d'amitié et de travail au Burkina.

La rencontre entre les deux chefs d'Etat a été marquée par une séance de travail élargie aux délégations des deux parties. Pour le Général de Brigade TIANI, cette visite d'amitié et de travail vise surtout à « remercier et exprimer notre gratitude, la gratitude du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, la gratitude du gouvernement et du peuple nigérien envers Monsieur le Président de la Transition et son gouvernement, envers l'ensemble du peuple burkinabè pour les soutiens multiples ». Selon le Chef de l'Etat du Niger, ce soutien du peuple burkinabè et de ses autorités a permis à son pays de résister face aux menaces de la CEDEAO d'attaquer le Niger et de faire face à l'embargo de l'institution imposé au Niger. Il a salué la déclaration conjointe du Burkina Faso et du Mali en soutien au Niger et la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) qui permet désormais aux trois pays de faire face à tout agresseur contre l'un des trois. Le Chef de l'Etat nigérien a reconnu la nécessité pour les trois pays de conjuguer les efforts pour défendre leur « terre promise » qu'est le Sahel, une zone pleine de potentialités pour la construction d'un développement harmonisé entre ces pays.

L'alliance se réaffirme entre ces trois pays à savoir le Mali, Burkina et le Niger.

Le Mali s'associe à la Russie pour la construction d'une raffinerie d'or

Deuxième producteur d'or en Afrique de l'Ouest, le Mali cherche à maximiser les revenus générés par l'exploitation du métal jaune. Après la révision du code minier cette année pour augmenter la participation nationale dans les projets miniers, le gouvernement s'attaque à la transformation locale.

Le Mali a signé un protocole d'accord avec la Russie pour la construction d'une raffinerie locale d'or. D'une capacité de 200 tonnes par an, elle serait la plus grande de la sous-région ouest-africaine et permettrait au pays d'accroitre les revenus générés par l'exploitation de l'or.

Selon les détails rapportés le 22 novembre par Reuters qui cite une intervention du ministre de l'Économie et des Finances Alousséni Sanou à la télévision nationale, le protocole d'accord est valable quatre ans. Un calendrier de construction n'a pas été donné, mais on peut envisager que cette période servira à négocier les termes d'un accord contraignant, notamment le financement d'un tel projet.

Selon les données officielles, le Mali a été le deuxième producteur ouest-africain d'or et le 3ème sur le continent en 2022, derrière le Ghana et l'Afrique du Sud. La production industrielle a atteint 66,2 tonnes l'année dernière, soit 72,2 tonnes au total avec l'ajout des estimations de la production artisanale d'or. Quant aux recettes publiques générées par le secteur, elles ont atteint le chiffre record de 763,7 milliards FCFA.

Notons que le projet de construction d'une raffinerie d'or par le gouvernement s'inscrit dans une stratégie plus large visant à accroitre la contribution du secteur minier à l'économie. C'est pour atteindre cet objectif qu'un nouveau code minier a été adopté cette année, puis promulgué par le président Assimi Goïta. Il prévoit notamment une participation maximale de 35 % pour l'État et les investisseurs locaux dans les mines, contre un maximum de 20 % précédemment.

Pour rappel, l'essentiel de la production malienne et africaine d'or est raffiné en dehors du continent, notamment en Suisse, au Canada et en Chine. Des pays du continent disposent néanmoins de raffineries d'or, à l'instar de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe, et des projets de construction sont mis en œuvre au Ghana et en RDC.

PresseTV 24 novembre 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame SMITH DELVA née DARLINE JOSEPH, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de Pétion-ville, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Jean Joseph Donald CADET de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt neuf Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné.....etc.....

En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré selon le vœu de la loi, déclare rejeter l'exception de communication d'un mandat d'autorisation soulevée par le défendeur, rejette l'exception de compétence soulevée par le défendeur et se déclarer compétente pour entendre de cette affaire possessoire, maintient le défaut requis contre les cités non-comparants et ordonne l'expulsion des sieurs et dames Illus Acianas, St-Sulmé Jameson, Dafauze ainsi connue et Antoinette ainsi connue des lieux occupés situés à Carrefour Côte plage 18 # 25; condamne les cités à vingt-cinq mille gourdes (25.000 gourdes) dommages-intérêts solidairement, enfin les condamner aux frais et dépens de l'instance rejette l'exécution provisoire sans caution et sur minute sollicitée par les demandeurs; commet l'huissier Roland François de ce Tribunal pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Frantz Merentus, Juge en audience civile et publique du lundi dix Avril deux mille vingt-trois, an 220° de l'indépendance, avec l'assistance du sieur Jean Eddy Frédéric greffier du siège.

Il est ordonné...etc....

En foi de quoi....etc...

Me. Racine Mercius

Rovane Mercius

POUR EXPÉDITION

Jean Eddy FRÉDÉRIC

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame RAPLH-DEN LAURENT née MINOUCHE DARNEL, d'avec son époux pour injures graves et publiques. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Romuald Grand Pierre de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt sept Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me ALBERT DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné.....etc....

En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de Nixon LAGUERRE d'avec son épouse Jessie DESIAS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépens.-

Ainsi jugé et prononcé par Nous: Jean Emmanuel ZEPHIR, Doyen en audience Civile, ordinaire et publique en date du quinze Mai deux mille vingt, en présence de Vanna MANE, Substitut Commissaire avec l'assistance du Greffier Me. Jean Claude NOVEMBRE.

IL EST ORDONNE....etc....

EN FOI DE QUOI....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut contre la défenderesse à l'audience précitée. Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur GREGORY JOSEPH, d'avec son épouse née NADINE MILHOMME pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la Section Sud, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et Publique du lundi deux Février deux mille vingt trois, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Sieur MOZART TASSY, greffier du siège

Il est ordonné.....etc....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément et au vœu de la loi, statuant publiquement et par défaut au Nom de la République et à charge d'appel, accueille l'action du sieur Menet Jean Mirtil représenté légalement par Dupéroy Jean Max contre la dame Rosette Saintiné pour être juste, fondée et constante; maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du Mardi 8 Mars 2022 contre la dame Rosette Saintiné pour la non comparution, conformément à l'article 49 du CPC; reconnaît que la possession du sieur Menet Jean Mirtil est troublée; ordonne en conséquence l'expulsion de l'occupante illégale, la dame Rosette Saintiné et consorts de la possession du sieur Menet Jean Mirtil représenté légalement par Dupéroy Jean Max, située à à Carrefour, Arcachon 32, Angle Ruelle Armande I, #68, pour trouble possessoire; fait défense au cité et consorts de ne plus troubler la possession du sieur susmentionné sous peine d'être contraint par corps selon l'article 1826 du Code Civil Haïtien; condamne la citée à payer la somme de vingt-mille (20000) de dommages- intérêts aux termes des articles 1168 et 1169 du Code Civil Haïtien et également aux frais et dépens de la procédure; accorde l'exécution provisoire sans délai de cette décision; commet l'huissier du siège Chrisostome Siméon du Tribunal de Paix de Carrefour pour la signification de cette sentence.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Michel Forgeas, en l'audience Civile et publique du Mardi 22 Mars 2022; An 218ème de l'Indépendance, avec l'assistance du greffier, Frantz BAZELAIS.

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc....

Me. Frantz BAZELAIS

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, le maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour profit déclare fondée ladite l'action; Admet le divorce du sieur JEAN CARLO GERVAIS d'avec son épouse MARIE ROSENIA BERNARD pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de l'Arcahaie de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-neuf Décembre deux mille vingt-deux, en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

IL EST ORDONNE.... ETC...

EN FOI DE QUOI.... ETC....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la Loi se déclare compétent en ses attributions civiles et possessoires pour statuer à l'espèce soumise à son appréciation conformément à l'article 39 du Code de procédure civile. Maintient et confirme le défaut requis et octroyée contre la partie défenderesse la Dame Solange RAPHAEL à l'audience civile et publique du Mercredi 05 juillet deux mille vingt trois pour faute de comparaître au regard de l'article 49 du Code de Procédure Civile. Accueille favorablement l'action introduite par la demanderesse; pour le profit déclare fondée ladite action ordonne en conséquence la continuation de l'opération d'arpentage de la requérante interrompue le cinq Mai deux mille vingt trois sur opposition de la Citée 12 ou elle a été discontinuée: Condamne la citée à payer à la requérante la somme de vingt mille gourdes à titre de dommages Intérêts pour les préjudices injustement causés: le condamner enfin aux frais et dépens de l'instance

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jude SMITH, Juge de Paix de Saut-d'Eau, assisté du Citoyen Bernadier BRUTAL Greffier du siège en audience civile et publique du Mercredi douze Juillet deux mille vingt trois

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi...etc....

Me BLANC VOGUENAGUE

Greffier

Le Hamas gagne la bataille de Gaza



Par Scott Ritter

Le cessez-le-feu récemment annoncé est une bénédiction pour les Palestiniens comme pour les Israéliens. Il permet d'échanger des prisonniers, de distribuer de l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin et de calmer les émotions des deux côtés du conflit.

Si le cessez-le-feu, négocié entre Israël et le Hamas par le Qatar, a fait l'objet d'un accord mutuel entre les deux parties, il ne faut pas croire qu'il s'agit d'une victoire pour le Hamas. Israël a adopté une position très agressive : compte tenu de son objectif annoncé de détruire le Hamas en tant qu'organisation, il n'aurait accepté aucun cessez-le-feu, quelles que soient les conditions.

Le Hamas, quant à lui, avait fait de la libération des prisonniers palestiniens, et en particulier des femmes et des enfants, détenus par Israël, l'un des principaux objectifs qu'il s'était fixés en lançant le cycle actuel de combats avec Israël. Vu sous cet angle, le cessez-le-feu représente une victoire importante pour le Hamas et une défaite humiliante pour Israël.

L'une des raisons pour lesquelles Israël a évité un cessez-le-feu est qu'il était persuadé que l'opération offensive qu'il avait lancée dans le nord de Gaza allait neutraliser le Hamas en tant que menace militaire, et que tout cessez-le-feu, quelle que soit la justification humanitaire, ne ferait que donner du temps à un ennemi du Hamas vaincu pour se reposer, se rééquiper et se regrouper. Le fait qu'Israël ait signé un cessez-le-feu est le signe le plus sûr que tout ne va pas pour le mieux dans l'offensive israélienne contre le Hamas.

Ce résultat n'aurait dû surprendre personne. Lorsque le Hamas a lancé son attaque du 7 octobre contre Israël, il a mis en œuvre un plan élaboré depuis des années. L'attention méticuleuse portée aux détails dans l'opération du Hamas souligne le fait que le Hamas avait étudié les services de renseignement et les forces militaires israéliennes déployées contre lui, découvrant des faiblesses qui ont été exploitées par la suite. L'action du Hamas représentait plus qu'une planification et une exécution tactiques et opérationnelles saines, c'était aussi un chef-d'œuvre de conceptualisation stratégique.

L'une des principales raisons de la défaite israélienne du 7 octobre est que le gouvernement israélien était convaincu que le Hamas n'attaquerait jamais, quoi qu'en disent les analystes du renseignement chargés de surveiller les activités du Hamas à Gaza. Ce manque d'imagination est dû au fait que le Hamas a identifié les buts et objectifs politiques d'Israël (l'annulation du Hamas en tant qu'organisation de résistance en entreprenant une politique visant à «acheter» le Hamas par le biais d'un programme élargi de permis de travail délivrés par Israël aux Palestiniens vivant dans la bande de Gaza). En jouant le jeu du programme de permis de travail, le Hamas a incité les dirigeants israéliens à la complaisance, ce qui a permis au Hamas de préparer son attaque au vu et au su de tous.

L'attaque du 7 octobre par le Hamas n'était pas une opération isolée, mais faisait plutôt partie d'un plan stratégique ayant trois objectifs principaux : remettre la question d'un État palestinien sur le devant de la scène internationale, libérer les milliers de prisonniers palestiniens détenus par Israël et contraindre Israël à cesser de profaner la mosquée Al Aqsa, le troisième lieu saint de l'islam. L'attaque du 7 octobre ne pouvait pas, à elle seule, atteindre ces résultats. Elle a plutôt été conçue pour déclencher une réaction israélienne qui créerait les conditions nécessaires à la réalisation des objectifs du Hamas.

L'attaque du 7 octobre a été conçue pour humilier Israël jusqu'à l'irrationalité, afin de s'assurer que toute réponse israélienne serait gouvernée par le besoin émotionnel de vengeance, par opposition à une réponse rationnelle visant à annuler les objectifs du Hamas. Dans ce cas, le Hamas a été guidé par la doctrine israélienne établie de punition collective (connue sous le nom de doctrine Dahiya, du nom de la banlieue ouest de Beyrouth qui a été lourdement bombardée par Israël en 2006 afin de punir le peuple libanais pour l'échec d'Israël à vaincre le Hezbollah au combat). En infligeant à Israël une défaite humiliante qui a brisé le mythe de l'invincibilité israélienne (en ce qui concerne les forces de défense israéliennes) et de l'infaillibilité (en ce qui concerne les services de renseignement israéliens), et en prenant en otage des centaines d'Israéliens avant de se retirer dans son repaire souterrain sous Gaza, le Hamas a tendu à Israël un piège dans lequel le gouvernement du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou s'est précipité, comme on pouvait s'y attendre.

Le Hamas a préparé un réseau de tunnels sous la bande de Gaza qui, au total, s'étend sur plus de 500 kilomètres. Surnommés le «métro de Gaza», ces tunnels consistent en de profonds bunkers souterrains interconnectés utilisés pour le commandement et le contrôle, le soutien logistique, le traitement médical et le cantonnement, ainsi que d'autres réseaux de tunnels dédiés aux opérations défensives et offensives. Les tunnels sont enterrés suffisamment profondément pour ne pas être détruits par la plupart des bombes en possession d'Israël et ont été conçus pour résister à un siège d'une durée maximale de trois mois (90 jours).

\ Le Hamas sait qu'il ne peut pas engager un affrontement classique force contre force avec Israël. L'objectif était plutôt d'attirer les forces israéliennes dans la bande de Gaza, puis de les soumettre à une série interminable d'attaques par de petites équipes de combattants du Hamas qui émergeraient de leurs repaires souterrains, attaqueraient une force israélienne vulnérable, puis disparaîtraient à nouveau sous terre. En bref, soumettre l'armée israélienne à ce qui équivaut à une mort par mille coupures.

Et cela a fonctionné. Si les forces israéliennes ont pu pénétrer dans les zones moins urbanisées du nord de la bande de Gaza, profitant de la mobilité et de la puissance de feu de leurs troupes blindées, les progrès sont illusoires, car les forces du Hamas harcèlent continuellement les Israéliens, utilisant des roquettes à tête tandem meurtrières pour mettre hors service ou détruire les véhicules israéliens, tuant des dizaines de soldats israéliens et en blessant des centaines d'autres. Alors qu'Israël s'est montré réticent à communiquer le nombre de véhicules blindés perdus de cette manière, le Hamas affirme qu'ils se comptent par centaines. Les affirmations du Hamas sont renforcées par le fait qu'Israël a mis fin à la vente des anciens chars Merkava 3 et a organisé son inventaire de ces véhicules en nouveaux bataillons de blindés de réserve pour compenser les lourdes pertes subies à Gaza et le long de la frontière nord avec le Liban, où les forces du Hezbollah sont engagées dans une guerre d'usure meurtrière avec Israël dans le cadre d'opérations destinées à soutenir le Hamas dans la bande de Gaza.

Mais la principale raison de la défaite d'Israël à ce jour est Israël lui-même. Après avoir mordu à l'hameçon et être tombé dans le piège du Hamas, Israël a poursuivi l'exécution de sa doctrine Dahiya contre la population palestinienne de Gaza, en menant des attaques aveugles contre des biens civils, au mépris flagrant du droit de la guerre. On estime à 13 000 le nombre de civils palestiniens tués par ces attaques, avec notamment plus de 5000 enfants. Des milliers d'autres victimes sont encore ensevelies sous les décombres de leurs habitations détruites.

Alors qu'Israël aurait pu obtenir le soutien de la communauté internationale à la suite de l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas, sa réaction manifestement excessive a plutôt retourné l'opinion publique mondiale contre lui, ce sur quoi le Hamas comptait. Aujourd'hui, Israël est de plus en plus isolé, perdant le soutien non seulement de ce que l'on appelle le Sud mondial, mais aussi des bastions traditionnels du sentiment pro-israélien aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe. Cet isolement, combiné au type de pression politique qu'Israël n'est pas habitué à recevoir, a contribué à l'acquiescement du gouvernement Netanyahou concernant le cessez-le-feu et l'échange de prisonniers qui s'en est suivi.

Reste à savoir si le cessez-le-feu tiendra ou non. De même, la question de la transformation du cessez-le-feu en une cessation durable des hostilités reste ouverte. Mais une chose est sûre : en déclarant que la victoire est définie par la défaite totale du Hamas, les Israéliens ont préparé le terrain pour une victoire du Hamas, que ce dernier obtient simplement en survivant.

Mais le Hamas fait plus que survivre : il gagne. Ayant combattu les forces de défense israéliennes jusqu'à l'immobilisation sur le champ de bataille, le Hamas a vu chacun de ses objectifs stratégiques dans ce conflit porter ses fruits. Le monde s'emploie activement à faire valoir la nécessité absolue d'une solution à deux États comme condition préalable à l'instauration d'une paix durable dans la région. Les Palestiniens prisonniers d'Israël sont échangés contre les Israéliens pris en otage par le Hamas. Et le monde islamique est uni dans sa condamnation de la profanation par Israël de la mosquée Al Aqsa.

Aucune de ces questions n'était à l'ordre du jour le 6 octobre. Le fait qu'elles soient abordées aujourd'hui témoigne du succès remporté par le Hamas le 7 octobre, ainsi que dans les jours et les semaines qui ont suivi, les forces israéliennes ayant été vaincues par la combinaison de la ténacité du Hamas et de sa propre prédilection pour la violence aveugle à l'encontre des civils. Loin d'être éliminé en tant que force militaire et politique, le Hamas s'est imposé comme la voix et l'autorité les plus pertinentes lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts du peuple palestinien.

Sputnik Globe
Traduction Réseau International
24 Novembre 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Ricardo COMPERE d'avec son épouse Youseline ORVIL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiens s'il y echet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Annie FIGNOLE, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du quatorze octobre deux mille vingt-et-un, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me. Mozart TASSY.

IL EST ORDONNÉ....ETC....
EN FOI DE QUOI....ETC....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut déjà accordé à l'audience du lundi quinze octobre deux mille vingt-trois (2023) et, pour le profit, se déclare compétent pour connaitre de l'action en divorce introduite par le sieur Gélet VALENTIN pour être juste et fondée; Reconnait les injures graves et publics proférés par l'épouse dans les circonstances décrite dans la requête; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Gélet VALENTIN, la femme née Celienne ALCIDE pour les causes sus-énoncées; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement dont extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, le cas échéant; Commet l'huissier Nathan DUCERLUS de ce siège pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Bonel AMEDE, juge, en présence de Me Géraldine LALANNE, Substitut Commissaire du Gouvernement et avec l'assistance du citoyen Paulin CIVIL, greffier du siège, en audience ordinaire, civile et publique, de ce jour lundi deux novembre deux mille dix- huit, An 214 de l'Indépendance

Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....
Paulin CIVIL, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sus les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Rose-Flaure VICTORIN d'avec son époux Rithgy LUSIUS, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres a ce destines, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire du dix-sept Janvier deux mille vingt-trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me, Mozart TASSY, Greffier du siège.

IL EST ORDONNE....ETC....
EN FOI DE QUOI... ETC.....

AVIS JUDICAIRE AU JOURNAL HAÏTI LIBERTÉ

PAR CES CAUSES ET MOTIFS, après en avoir délibéré conformément à la loi maintient le défaut requit et octroyé contre les cités à l'audience du 31 Aout 2022. Dit et déclare compétent pour statuer sur la demande en réintégrande; dit et déclare constants les faits de trouble possessoire reprochés aux cités; ordonne en conséquence la réintégrande immédiate de la dame Beatrice SAIN-FORT; condamne solidairement les défendeurs à payer à la demanderesse la somme de vingt milles (20.000) gourdes à titre de dommages intérêts en réparations aux préjudices causés à la demanderesse; Commet l'huissier Pierre Juste Colvis de ce siège pour la signification de la présente sentence;

Donné de nous Joseph Jean Alberic, Juge à l'audience du Mercredi dix-neuf (19) Janvier deux milles vingt-deux (2022), an 220eme de l'Indépendance avec l'assistance du greffier Joseph Vladimir H. ROMAN

VALCIN Scheneida, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame DIEUNÈS FABRE née STEPHANIE MUSAEL, d'avec son époux pour injures graves et publiques, PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier EMMANUEL JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi six Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné ......etc.....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut déjà octroyé à l'audience du dix-sept Novembre deux mille vingt et un, pour le profit, accueille l'action en divorce du Sieur Oreste MONCLAIR pour être juste et fondée admet le divorce du requérant Oreste MONCLAIR d'avec son épouse, née Clody CELESTIN pour incompatibilité de caractère, injures graves et publiques: prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux; fait injonction à la défenderesse de reprendre son nom patronymique sous peine d'être poursuivie conformément à la loi: ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous-peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échait; compense les dépens; commet l'Huissier Bélance Fortuné de ce tribunal pour la signification du présent jugement.

Augé et prononcé par nous, Osmond Castor, juge, en audience publique ordinaire en rétributions civiles de divorce de ce jour jeudi seize Décembre deux mille vingt et un, An 218 de l'Indépendance, en présence de Me Rousseau LUBIN, AV, sub.com/Gouv et avec l'assistance du Sieur Djim GUE greffier du siège.

Il est ordonné...etc....
En foi de quoi.....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Thierlingcho FLEURIVAL, la femme née Rose Maria FELIX pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens; commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi sept Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me. Paul WESLEY, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège.

Il est ordonné...........etc.
En foi de quoi......... etc.

Jean Luma CHARLES
Officier d'Etat Civil de Taïfer, Carrefour

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame GARRY EURISTIL, née BRUNIE PIERRE, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens; commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-sept Juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me. ALBERT DARELUS, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY

IL EST ORDONNE ....ETC...
EN FOI DE QUOI ....ETC.....
Me Vinet JEAN-PIERRE, Av

La propagation rapide des maladies infectieuses menace les Gazaouis plus que les bombardements



Les Gazaouis risquent de mourir de maladie plutôt que de bombardements.

Alors que le nombre de morts à Gaza continue d'augmenter, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) avertit d'un grand danger de la propagation rapide des maladies infectieuses qui pourrait entraîner la mort d'un grand nombre de Gazaouis.

Selon Reuters, Margaret Harris, porte-parole de l'OMS a averti, mardi 28 novembre, qu'un plus grand nombre de Palestiniens risquent de mourir de maladie plus que de bombardements.

Elle a déclaré : « En fin de compte, nous verrons plus de Gazaouis mourir de maladie que des raids du régime israélien si nous ne parvenons pas à reconstruire le système de santé dans la bande de Gaza ».

Elle a qualifié l'agression des forces israéliennes contre l'hôpital Al-Shifa de « tragédie » et a exprimé son inquiétude quant à la détention de personnel médical de cette organisation internationale par les forces du régime israélien.

Selon le bilan l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), depuis le début de la guerre il y a environ 50 jours, quelque 108 de ses employés ont été tués sous les bombardements israéliens.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a annoncé qu'environ 80 % des Gazaouis ont perdu leurs maisons détruites sous les raids du régime israélien. Environ 896 000 des déplacés ont été hébergés dans 99 centres d'abris dans les zones centrales et du sud de la bande de Gaza.

Selon le communiqué de l'OCHA, à cause de la surpopulation, un grand nombre de cas de personnes affectées par les maladies graves respiratoires, la diarrhée, les troubles de peau et l'infestation de poux a été enregistrés parmi les réfugiés dans des abris d'urgence.

Israël doit être jugé pour avoir commis « les quatre types de crimes internationaux fondamentaux » à Gaza

Par Reza Najafi

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères a déclaré que le régime israélien devrait être traduit en justice pour les quatre crimes internationaux fondamentaux qu'il a commis contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza lors de sa dernière opération militaire à grande échelle.

« Au cours des huit dernières semaines, le régime israélien a commis les quatre types de crimes internationaux fondamentaux, à savoir le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime d'agression, de manière répétée et simultanée », a déclaré Reza Najafi, vice-ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales, lundi 27 novembre lors de la 28e session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques à La Haye, aux Pays-Bas.

« Cela implique la responsabilité internationale du régime israélien et de ses partisans ainsi que la responsabilité pénale individuelle de tous ceux qui ont ordonné et commis de tels crimes ou facilité, aidé et encouragé leur exécution, notamment en fournissant les moyens requis », a-t-il ajouté.

L'Iran condamne le double langage Amérique-UE face aux crimes d'Israël à Gaza

Le haut diplomate iranien a souligné que tous les responsables des crimes contre les habitants de Gaza devront répondre de leurs actes et être traduits en justice.



Un bombardement israélien sur la ville de Gaza, octobre 2023. ©AFP

Depuis le début de la guerre israélienne contre Gaza le 7 octobre, plus de 15 000 civils palestiniens ont été tués rien qu'à Gaza tandis que plus de 6 000 sont toujours portés disparus et plus de 36 000 ont été blessés, a déclaré Najafi, ajoutant que plus de 70 % des victimes sont des femmes et des enfants.

Il a rappelé qu'en plus de ces chiffres, les rapports « horribles » et les images « déchirantes » de l'invasion barbare d'Israël ont révélé une fois de plus, de manière claire et indéniable, le caractère très « meurtrier » du régime qui possède des armes de destruction massive (ADM), y compris des armes chimiques dans ses stocks.

Najafi a souligné que les crimes d'Israël ainsi que l'appel d'un ministre du régime à larguer ne serait-ce qu'une bombe nucléaire sur la bande de Gaza prouvaient une fois de plus le grave danger des armes chimiques israéliennes pour la paix et la sécurité régionale et internationale.

28 novembre

Suite de la page (12)

essentiel. Je n'en suis pas membre, je parle comme père de Julian. Je dirais simplement que lorsque je lis que 2,000 enfants ont été tués à Gaza, je ne peux pas en lire davantage [NDLR : cet entretien date du 24 octobre].

LVSL – Vous allez rencontrer des élus français pour leur parler du cas Julian Assange. Quel message aimeriez-vous leur faire passer ?

JS – Tout d'abord, j'aimerais exprimer ma gratitude. Ensuite, je souhaiterais voir une délégation de parlementaires français, issus de divers horizons politiques, se rendre à Washington pour plaider en faveur de la liberté de Julian. Julian a des liens familiaux en France, a vécu dans le Marais durant trois ans.

Une telle démarche serait mutuellement bénéfique à Julian Assange et à la France, car elle permettrait d'interroger le rôle des États-Unis dans la politique française. Il est important de rappeler, par exemple, que Wikileaks a contribué à révéler que toutes les informations relatives à des contrats signés en France pour des montants supérieurs à 200 millions de dollars ont été transmises en intégralité à la National Security Agency (NSA) et distribuées à des concurrents américains – ce qui a favorisé le pillage de l'économie française. Ainsi, tout soutien en vue de constituer une délégation de parlementaires serait bénéfique à Julian et aux gouvernements en France et dans le monde qui soutiennent la publication de documents véridiques.

LVSL – N'avez-vous jamais reçu le moindre soutien, même implicite, de la part des gouvernements français successifs ?

JS – Lorsque François Hollande était président, il ne s'était trouvé qu'un seul ministre pour plaider en faveur d'un asile pour Julian. Cette demande fut immédiatement rejetée par François Hollande. Je crois me souvenir qu'à cette époque, le surnom de François Hollande renvoyait à quelque chose de flasque [NDLR : « Flamby »]. Il s'est avéré conforme à la réalité.

Le Grand Soir 11 Novembre 2023

Suite de la page (8)



Le Ministre de l'Agriculture, Brédy Charlot

mettent immédiatement fin à ce type de violations. Nous prévenons que notre Gouvernement remplira le mandat constitutionnel de préserver la souveraineté territoriale dominicaine » a prévenu Santo Domingo dans sa note qui n'a rien d'apaisant.

En attendant que les autorités des deux pays trouvent vraiment un terrain d'entente qui n'altère les droits d'aucun des deux peuples, le Président dominicain, Luis Abinader, peut continuer de jouer à la guerre de l'autre côté de la frontière avec son impressionnante armada militaire ; tandis que du côté haïtien, comme si de rien n'était, le premier canal sur la rivière Massacre continue d'avancer à grand pas sous les yeux vigilants des Agents de BSAP (Brigades de Sécurité des Aires Protégées). Ces brigades sont les bras armés de l'ANAP (Agence Nationale des Aires Protégées), un organisme public placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement. L'ANAP est chargée de protéger la biodiversité et d'assurer la gestion de l'environnement sur l'ensemble du territoire national. Pendant ce temps, hommes et femmes : ingénieurs, maçons, ferrailleurs, architectes, conter-maîtres et ouvriers s'activent pour livrer à la population haïtienne en général et aux agriculteurs de la plaine de Maribaroux dans le Nord-Est du pays en particulier, leur premier canal creusé sur la rivière Massacre en vertu du Traité de paix, d'amitié et d'arbitrage signé par les deux Etats le 20 octobre 1929. **(Fin)**

CC

Allemagne : Les Allemands exigent la fin du réarmement de l'Ukraine et la fin du massacre à Gaza



Quelque 20 000 Allemands se sont rassemblés à Berlin pour exiger la fin de l'agression israélienne contre Gaza et l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine.

L'événement, convoqué par les syndicats et les politiciens de gauche, avait pour devise « Non aux guerres, arrêtons la folie des armes et forgeons l'avenir de manière pacifique et juste ». De nombreux manifestants brandissaient des banderoles avec des colombes de la paix et des appels à des négociations de paix.

La dirigeante du nouveau parti Raison et Justice, la politicienne allemande Sahra Wagenknecht, l'un des plus populaires du pays, a accusé le gouvernement allemand d'appliquer deux poids, deux mesures dans l'analyse du conflit ukrainien et des bombardements impitoyables d'Israël contre la bande de Gaza plus de 20 000 civils, dont 8 176 enfants, selon l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme.

Il a déclaré que même si l'Allemagne a une responsabilité historique dans la vie juive, elle ne nous oblige pas à soutenir l'agression brutale du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu « comme s'il s'agissait d'une légitime défense ». Il a assuré que les attaques israéliennes n'affaiblissent pas le Mouvement de résistance islamique palestinien (HAMAS), mais le renforcent plutôt.

Wagenknecht a également dénoncé la politique belliciste du cabinet du chancelier fédéral, le social-démocrate Olaf Scholz, notamment son soutien au conflit en Ukraine et à la campagne d'attaques israéliennes sur Gaza, et a regretté que Berlin n'ait rien appris des guerres en Afghanistan et l'Irak. .

Au lieu de développer une diplomatie pour rechercher la paix et réduire l'escalade de la guerre, l'exécutif allemand fournit de plus en plus d'armes, y compris aux territoires où se déroulent des conflits, a dénoncé Wagenknecht.

La marche de protestation a duré environ quatre heures, malgré le froid et la pluie. Malgré l'appel unanime des Nations Unies à « mettre fin aux châtiments collectifs inhumains, aux souffrances des enfants, des femmes et des personnes âgées » dans la bande de Gaza, Israël, parrainé par les États-Unis et certains pays européens, continue de bombarder la bande de Gaza depuis le 7 octobre.

Le régime de Tel Aviv a assuré qu'il reprendrait les bombardements sur l'enclave palestinienne assiégée une fois terminée la trêve temporaire de quatre jours, entrée en vigueur vendredi.

HispanTV 26 novembre 2023

Etats-Unis : rébellion de la Coupe Rouge de plus de 200 magasins Starbucks

Par Martha Grevatt





Des milliers de travailleurs de plus de 200 magasins Starbucks aux États-Unis ont choisi la Journée annuelle de la Coupe Rouge de Starbucks le jeudi 16 novembre pour organiser une journée de pratiques de travail déloyales. C'est l'un des jours les plus difficiles pour les baristas, en particulier avec de graves pénuries de personnel. Ce jour-là, les travailleurs doivent préparer beaucoup plus de boissons spéciales que d'habitude, pour augmenter les bénéfices de Starbucks, et distribuer gratuitement des gobelets rouges en plastique et des coupons.

La principale revendication de la rébellion de la Coupe Rouge était que les négociations contractuelles visent à remédier au manque de personnel, à assurer des horaires cohérents et à mettre un terme au licenciement des organisateurs syndicaux. Deux ans après la syndicalisation du premier magasin Starbucks à Buffalo, New York, et avec plus de 360 magasins représentés par Starbucks Workers United, l'entreprise n'a toujours pas négocié un seul contrat. L'incapacité de négocier constitue une pratique déloyale de travail en vertu du droit du travail américain.

Voici un échantillon des nombreuses actions qui ont fait partie de la rébellion de la Coupe Rouge.

Dans la région de New York, il y avait cinq lignes de piquetage dans différents arrondissements et à Long Island. Au magasin Astor Place de Manhattan, 50 travailleurs et sympathisants sur le piquet de grève ont scandé « Que voulons-nous ? Contracter. Quand est-ce que nous le voulons? Maintenant » et « Qu'est-ce qui est dégoûtant ? Antisyndicalisme ? Qu'est-ce qui est épouvantable ? Le contrat est au point mort.

À Buffalo, New York, deux magasins, le magasin Elmwood et le magasin Genesee Street (le premier et le deuxième à se syndiquer aux États-Unis), se sont mis en grève. Pendant ce temps, les organisateurs de la Ligue de la jeunesse marxiste, du Parti mondial des travailleurs et d'autres sympathisants communautaires ont distribué des tracts de soutien aux travailleurs de plusieurs magasins non syndiqués à travers la ville.

Les travailleurs de Starbucks ont fait grève dans trois magasins syndiqués du Grand Cleveland. Des partisans du syndicat ont distribué des dépliants aux clients d'un magasin du centre-ville qui n'est pas encore syndiqué. L'action au centre-ville a été organisée par la section locale 1 du Service Employees Union (SEIU) avec la participation de membres d'autres syndicats.

À Seattle, où se trouve le siège social de Starbucks, et dans tout l'État de Washington, un certain nombre de magasins ont été touchés par des piquets de grève. Une action militante a eu lieu devant le Roastery, un important piège à touristes.

De nombreux magasins à travers le pays ont été fermés à cause de la grève.

Toni Arenstein, Jim McMahan et Arjae Red ont contribué à cet article.

Workers World
24 novembre 2023

Japon : appel à la fin de la présence militaire américaine à Okinawa



Au Japon, l'île d'Okinawa réclame la réduction de la présence militaire américaine sur son territoire et le déploiement des Forces d'autodéfense japonaises.

Des milliers de personnes ont manifesté dans la ville de Naha, sur l'île d'Okinawa, pour dénoncer la présence de bases militaires américaines dans leur pays.

Les États-Unis disposent d'environ 30 000 soldats actifs à Okinawa, déployés dans de nombreuses bases réparties sur l'île principale, dont certaines au milieu de zones résidentielles civiles. Les Japonais considèrent cela comme une menace pour les habitants.

Selon les organisateurs, environ 10 000 habitants ont participé à la manifestation, et ont également rejeté le déploiement des Forces d'autodéfense japonaises sur les îles voisines de Sakishima sous prétexte de guerre dans le détroit de Taiwan.

Selon les manifestants, les bases militaires américaines restent extrêmement impopulaires auprès des habitants en raison de leur impact néfaste sur l'environnement.

Située entre l'océan Pacifique et la mer de Chine, l'île la plus méridionale du Japon abrite toujours 32 bases militaires américaines, plus de 50 ans après sa rétrocession au Japon.

HispanTV.
24 novembre 2023

Pérou : Les travailleurs de la santé protestent pour obtenir de meilleurs salaires



Marche des travailleurs de la santé au Pérou

Les professionnels de la santé et les enseignants péruviens se sont mis en grève jeudi pour réclamer de meilleurs salaires. Ils rejoignent les professeurs d'université qui sont en grève depuis 60 jours pour des raisons similaires.

Parallèlement, les inspecteurs de la Surintendance de l'Inspection du Travail, chargés de veiller au respect des droits des travailleurs, sont également en grève, mais leurs actions sont limitées en raison du manque de stabilité de l'emploi.

La protestation des enseignants, caractérisée par des sit-in et des marches, exige le respect d'un accord d'augmentation salariale signé en juillet dernier avec le ministère de l'éducation. Le ministère de l'économie et des finances bloque cet accord, invoquant un manque de ressources.

Les grévistes exigent également le respect de l'obligation constitutionnelle d'allouer 6 % du budget national à l'éducation afin d'améliorer l'enseignement et les services aux étudiants.

Par ailleurs, les dirigeants des syndicats de la santé ont fait savoir que leur grève était menée dans son intégralité, seul le personnel nécessaire pour répondre aux urgences travaillant.

La grève réclame le paiement de la quatrième tranche d'une augmentation de salaire convenue dans un accord vieux de dix ans, qui était prévue dans le projet de budget national, mais que le gouvernement a réduite en faveur d'autres professionnels.

Le ministre de la santé, César Vásquez, a appelé à une trêve pour répondre aux revendications, mais les organisations n'ont pas accepté par méfiance.

Les enseignants des 52 universités sont en grève depuis 60 jours, réclamant des augmentations de salaire et le respect progressif d'une norme juridique qui établit l'égalité de rémunération entre les professeurs et les juges.

Prensa Latina
Bolivar Infos 24 Novembre 2023



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

FINANCE

LOW COST HEALTH COVERAGE. Government subsidies available for families earning $111,000 or less a year. See if you qualify. Call for your free quote! 1-877-550-1238

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

MEDICARE PLANS HAVE CHANGED!!! Make sure your plan will meets your needs in 2024. Our licensed agents can review the changes, address your needs and make sure you aren't overpaying! For a free quote, Call now! 1-866-766-2316

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-888-920-9937

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

Le Tribunal international contre le blocus imposé par les États-Unis à Cuba siège en Europe

Par Nuria Barbosa León

Cet événement est le résultat d'une initiative de plusieurs députés européens, avec le soutien d'organisations telles que La Izquierda, l'Association internationale des juristes démocrates, le Réseau des juristes démocrates d'Espagne, des organisations syndicales européennes, le mouvement de solidarité avec Cuba et des associations de Cubains vivant à l'étranger

Un Tribunal international contre le blocus imposé par les États-Unis à Cuba, se tient les 16 et 17 novembre, au siège du Parlement européen à Bruxelles, en Belgique. Des exposés oraux et écrits sur les dommages causés par cette politique cruelle, non seulement au peuple cubain, mais aussi à d'autres pays, dont de nombreux en Europe, seront présentés au cours de ces deux journées.

Cet événement est le résultat d'une initiative de plusieurs députés européens, avec le soutien d'organisations telles que La Izquierda, l'Association internationale des juristes démocrates, le Réseau des juristes démocrates d'Espagne, des organisations syndicales européennes, le mouvement de solidarité cubain et des associations de Cubains vivant à l'étranger.

Aux États-Unis, la Guilde nationale des avocats, la Conférence nationale des avocats noirs et le réseau de solidarité avec Cuba ont également apporté leur soutien à cette initiative.



Plusieurs juristes font office de juges et de procureurs et analysent les témoignages de Cubains, de citoyens européens et étasuniens, victimes du blocus dans des secteurs tels que la santé, la coopération, les communications et le monde des affaires, entre autres.

Les députés européens Manu Pineda, du Parti communiste espagnol ; Sandra Pereira, du Parti communiste portugais ; Clare Daly, des Indépendants pour le changement d'Irlande et Leila Chaibi, de la France Insoumise, ont été parmi les premiers à exposer l'impact des mesures coercitives unilatérales, leur extraterritorialité et les positions de l'Union européenne à cet égard.

Homero Acosta Alvarez, secrétaire de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, a évoqué la situation actuelle à Cuba et les conséquences concrètes de l'application du blocus pour la population et l'économie du pays.

Granma 17 novembre 2023

La Russie a le «devoir sacré» de protéger Gaza

Moscou a l'obligation morale de fournir une aide humanitaire à la population civile de Gaza, a soutenu mercredi le président russe Vladimir Poutine. La veille, il avait déclaré à d'autres dirigeants des BRICS qu'il avait été ému par des vidéos montrant des enfants palestiniens opérés sans anesthésie.

Plus tôt ce mois-ci, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a accusé Israël de cibler régulièrement les installations médicales. L'organisme de surveillance international a également déclaré que les décès d'enfants étaient un phénomène quotidien dans l'enclave palestinienne assiégée.



Le président russe Vladimir Poutine

S'adressant au cabinet russe par liaison vidéo, le président Poutine a déclaré : «Il s'agit d'une mission noble, humanitaire et très importante. Nous devons aider les personnes qui souffrent à cause des événements en cours».

Le dirigeant russe a ensuite décrit la fourniture d'une aide aux civils palestiniens à Gaza comme «notre devoir sacré».

La veille, lors d'un sommet extraordinaire en ligne des BRICS, le président a noté que «la mort de milliers de personnes, le déplacement massif de la population civile et la catastrophe humanitaire qui a éclaté» suscitent la «plus profonde préoccupation».

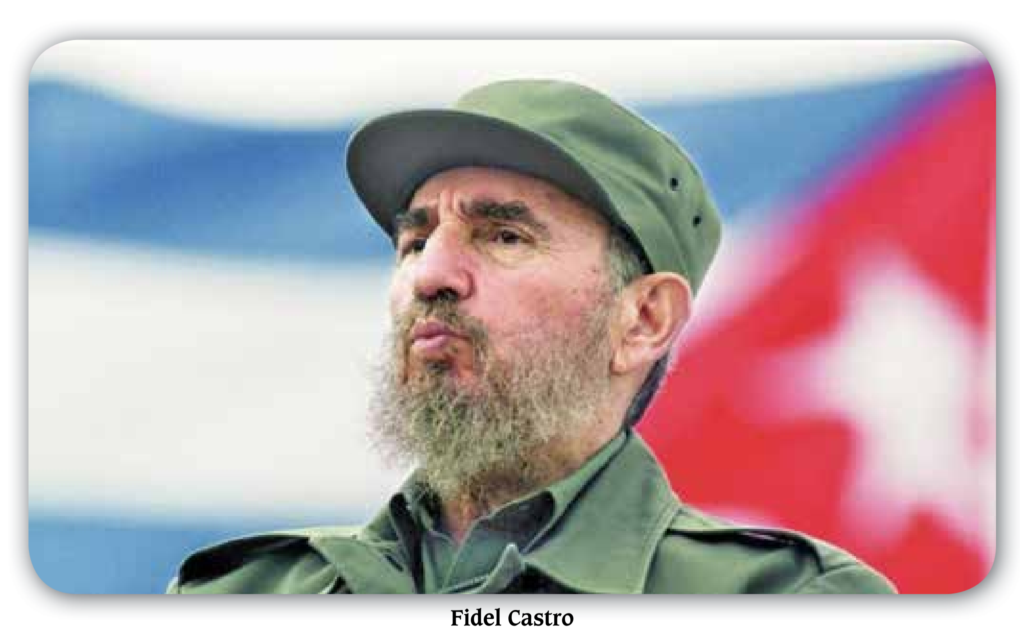
«Quand on regarde comment des enfants sont opérés sans anesthésie, cela suscite bien sûr des sentiments très particuliers», a ajouté Poutine.

Même si garantir des trêves humanitaires constitue une tâche essentielle à court terme, Moscou souhaite voir une paix durable dans la région, a-t-il souligné. Cela ne peut être réalisé que sur la base des précédentes résolutions de l'ONU appelant à la création de deux États – Israël et la Palestine, a déclaré le président.

Selon Poutine, d'autres États membres des BRICS partagent la position de la Russie à de nombreux égards, comme le montre la manière dont ils ont voté à l'Assemblée générale de l'ONU.

Russia Today 24 novembre 2023

Fidel et son legs internationaliste



Fidel Castro

Par Reynaldo Henquen

Quand on parle de Fidel Alejandro Castro Ruz, el Comandante, Fidel, on parle aussi de révolution, de souveraineté, d'anti-impérialisme, d'internationalisme, de solidarité, de Cuba, des Caraïbes, de l'Amérique latine, de l'Afrique, du Sud.

Parmi ces concepts, l'internationalisme se distingue comme l'un de ses grands héritages, canalisé de manière exemplaire à travers le peuple cubain et la politique étrangère de la révolution, comme une pratique révolutionnaire fondamentale pour comprendre le développement politique des Caraïbes, de l'Amérique latine et de l'Afrique de ces derniers temps.

Nous partons de la transcendance des Première et Deuxième Déclarations de La Havane, respectivement en 1960 et 1962, dans lesquelles le premier cri de rébellion ferme contre l'interventionnisme américain a été lancé, revendiquant le droit à la pleine indépendance et l'exercice réel de la souveraineté nationale. Dans le cadre de ces définitions historiques de la révolution cubaine, Fidel a avancé une idée forte qui allait marquer l'avenir de la région sur de nombreux champs de bataille : à l'accusation selon laquelle Cuba veut exporter sa révolution, nous répondons que les révolutions ne s'exportent pas, qu'elles sont faites par le peuple. L'idée que les Andes sont appelées à être la Sierra Maestra de l'Amérique latine est un élément qui a inspiré des milliers de Latino-Américains à emprunter la voie de la lutte armée pour rechercher la transformation, pour étendre l'idée du socialisme et de la lutte anti-impérialiste.

La vocation internationaliste de la révolution cubaine promue par Fidel s'est également matérialisée dans le soutien aux luttes de libération nationale en Afrique, notamment en Angola, en Namibie, au Zaïre, en Guinée, au Cap-Vert et au Congo, par la présence, à différentes étapes, de plus de 300 000 combattants et de 50 000 civils entre 1960 et 1990. Des milliers de personnes ont donné leur vie dans cette mission de solidarité.

Quand on parle de Fidel Alejandro Castro Ruz, el Comandante, Fidel, on parle aussi de révolution, de souveraineté, d'anti-impérialisme, d'internationalisme, de solidarité, de Cuba, des Caraïbes, de l'Amérique latine, de l'Afrique, du Sud.

Actuellement, des dizaines de milliers de Cubains sont en mission sociale dans des pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique. Il s'agit principalement de médecins, d'alphabétiseurs, de travailleurs sociaux et de techniciens du sport. Leur action internationaliste est un exemple probant de la vocation humaniste inspirée par Fidel, laissant sans fondement les critiques historiques des oligarchies latino-américaines qui ont toujours souligné le danger que Cuba représente soi-disant pour nos peuples.

Le 25 novembre 2016, le dernier des grands du XXe siècle et le premier du XXIe siècle s'en est allé physiquement, mais pas sa pensée et son héritage. Fidel occupe une place unique dans l'histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il a été un créateur d'idées de changement et de révolution, et de voies pour les mettre en pratique, même dans les contextes les plus défavorables et les plus complexes.

Il a été un bâtisseur au service des peuples, au-delà du discours, dans la pratique concrète, une référence d'authentique solidarité fraternelle et d'internationalisme, si nécessaires aujourd'hui pour surmonter la crise de civilisation qui pourrait entraîner la fin de notre espèce. C'est pourquoi la pensée, l'exemple et l'héritage de Fidel sont essentiels pour mener les batailles nécessaires à la défense de l'humanité.

RHC 24 Novembre 2023

SAMEDI 9 DÉCEMBRE 2023

A l'occasion de l'anniversaire
de naissance de.
Notre camarade Jean Lesly Vallon



Décédé récemment.
Ses amis, proches et camarades
ont décidé
De continuer à célébrer sa vie
Le Samedi 9 décembre 2023
L'intégralité de sa cérémonie
funèbre sera projetée
A 7h PM
Au local d'Haïti Liberté
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210